

Eine Welt Un solo mondo Un seul monde

N° 2
JUN 2005
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION

www.ddc.admin.ch



Transcaucasie: trois nouveaux États indépendants face à d'immenses défis

Bangladesh: la force des organisations non gouvernementales, la faiblesse des institutions politiques, l'ampleur de la corruption

Controverse: comment aider les «États fragiles» de manière efficace et durable?

DOSSIER



TRANSCAUCASIE

Le blues de l'indépendance

Plus que n'importe quelle autre région du monde, le Caucase est fait de contrastes ethniques, géopolitiques, climatiques et linguistiques

6

Lueur d'espoir à l'horizon

Entretien avec Ghia Nodia, directeur de l'Institut caucasien pour la paix, la démocratie et le développement

12

Des populations à la recherche d'une nouvelle identité

Les médias et le cinéma peuvent aider les habitants à trouver leurs repères dans le système mis en place après la chute du communisme

14

Santiago, une ville à vous couper le souffle

Avec l'appui de la DDC, les bus de la capitale chilienne seront équipés de filtres à particules

24

FORUM



Comment coopérer quand l'État est défaillant?

La communauté internationale cherche des concepts et des stratégies qui permettraient d'apporter aux « États fragiles » une aide efficace et durable

26

Hommage aux Africaines

Pour l'écrivaine sénégalaise Ken Bugul, l'Afrique doit sa survie aux femmes

29

Sommaire

HORIZONS



BANGLADESH

Bienvenue au pays des ONG florissantes

Malgré les énormes progrès qu'il a accomplis, le Bangladesh compte toujours parmi les pays les plus pauvres du monde

16

La bureaucratie à l'école des pauvres

Shaikh Maqsood Ali évoque la lutte contre la pauvreté dans son pays

20

DDC

Comment définir une aide juste?

Le directeur de la DDC Walter Fust s'interroge sur ce qu'est une coopération juste et efficace

21

Des réseaux d'alarme avec les moyens du bord

Il existe des solutions simples et bon marché pour sauver des milliers de vies humaines en cas de catastrophe comme celle provoquée par le tsunami

22

CULTURE



Entre turbo-folk et pop artificielle

Les musiciens d'Europe du Sud-Est font preuve de dynamisme, créant des genres aussi variés que surprenants

30

| | |
|--|----|
| Éditorial | 3 |
| Périscope | 4 |
| DDC interne | 25 |
| Au fait, qu'est-ce que la <i>pro-poor growth</i> ? | 25 |
| Service | 33 |
| Impressum | 35 |

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.



Du tsunami au Sommet du Millénaire M+5

Et soudain, il s'est produit un phénomène jusque-là impensable. Après avoir choqué et ému le monde, la catastrophe provoquée par le tsunami en décembre dernier a suscité un immense mouvement de solidarité. En Suisse et dans beaucoup d'autres pays, la population a réagi à ce drame en manifestant une générosité sans précédent. Les gouvernements du monde entier ont acheminé de l'aide directe sur place. Et ils ont promis à l'ONU des contributions qui se chiffrent en milliards.

Quant à savoir pourquoi c'est justement ce séisme sous-marin qui a provoqué un tel élan, les interprétations divergent considérablement. Pour certains, il est plus facile de faire un don lorsqu'il n'y a pas d'autre coupable que la nature. D'autres ont vu dans ce phénomène le début d'une «solidarité mondialisée». Enfin, on a aussi relevé le fait que pratiquement tous les pays dits développés avaient perdu des ressortissants dans la catastrophe. De ce fait, tout un chacun se sentait concerné.

Quelles que soient les raisons de ce soutien planétaire, force est de constater que jamais encore une région en développement n'avait fait l'objet d'une solidarité aussi large. Et jamais encore on n'avait reconnu avec tant d'unanimité que la pauvreté est le plus grand problème du monde actuel.

Voilà un constat qui ouvre de nouvelles perspectives. Divers indices permettent de supposer que la communauté internationale est désormais prête à s'engager davantage pour réduire la pauvreté: quelques

jours à peine après la catastrophe, les riches et les puissants de ce monde, réunis au Forum économique de Davos, ont déclaré que la pauvreté constituait le principal défi pour la communauté internationale.

Ce thème sera prochainement débattu dans une autre enceinte internationale: en septembre, tous les États membres des Nations Unies se retrouvent à New York pour le Sommet du Millénaire M+5. Tant les pays donateurs – Suisse comprise – que les pays en développement devront alors rendre compte de ce qu'ils ont entrepris afin de respecter leurs engagements pris en 2000. En adoptant les Objectifs du Millénaire pour le développement, ils s'étaient alors promis de réduire de moitié la pauvreté extrême d'ici 2015.

Chacun sait qu'il reste encore beaucoup à faire pour éradiquer la pauvreté. De plus, les efforts se heurtent à des problèmes de plus en plus complexes et profonds. C'est pourquoi la recherche de solutions fait l'objet de débats controversés, notamment au sein de la DDC. Que faire, par exemple, pour briser le cercle vicieux de la pauvreté, de l'insécurité et de la violence? Peut-on aider les États dits fragiles de manière plus efficace et plus durable? Pour en savoir davantage à ce sujet, lisez notre article «Comment coopérer quand l'État est défaillant?» à la page 26.

Harry Sivec
Chef médias et communication DDC

(De l'allemand)



Jörg Bohling / agenda

Les femmes au secours des femmes

(bf) Chaque année, 8 millions de bébés meurent dans le monde avant d'avoir atteint un mois et 98% de ces décès surviennent dans les pays en développement. Une étude scientifique menée au Népal vient cependant de démontrer que l'on pourrait sauver des millions d'enfants en intégrant davantage les groupements de femmes dans les activités des centres de santé maternelle. Pendant un certain temps, on a donné aux femmes de certaines communes la possibilité de se réunir pour parler des problèmes de santé liés à la grossesse et à la naissance. Le résultat est éloquent : durant cette période, la mortalité a diminué d'un tiers parmi les nouveau-nés. Les scientifiques ont par ailleurs été surpris de constater simultanément une diminution sensible de la mortalité maternelle au cours de l'accouchement.

Un drap plutôt qu'un cercueil

(jls) En Zambie, le sida a tué quelque 90 000 personnes durant l'année 2003. Cette hécatombe ne laisse pas de répit aux fabricants de cercueils, et des ateliers de fortune prolifèrent autour des morgues dans toutes les grandes villes du pays.

Pour répondre aux besoins, les artisans ou leurs fournisseurs de bois abattent de plus en plus d'arbres. Cela aggrave le phénomène de déforestation que connaît la Zambie, où environ 300 000 hectares d'aire boisée disparaissent chaque année. Soucieux de limiter le déboisement dû aux enterrements, le chef Liteta du peuple Lenje a proposé d'interdire l'usage des cercueils en bois. Mais il n'est pas question pour autant de recourir à l'incinération, considérée comme une profanation. Le chef coutumier suggère par conséquent d'envelopper les défunts « dans des draps mortuaires, des couvertures usagées ou des sacs en plastique comme ceux que la Croix-Rouge utilise pour enterrer les réfugiés et les indigents ». Ses idées sont plutôt bien acceptées par la population,

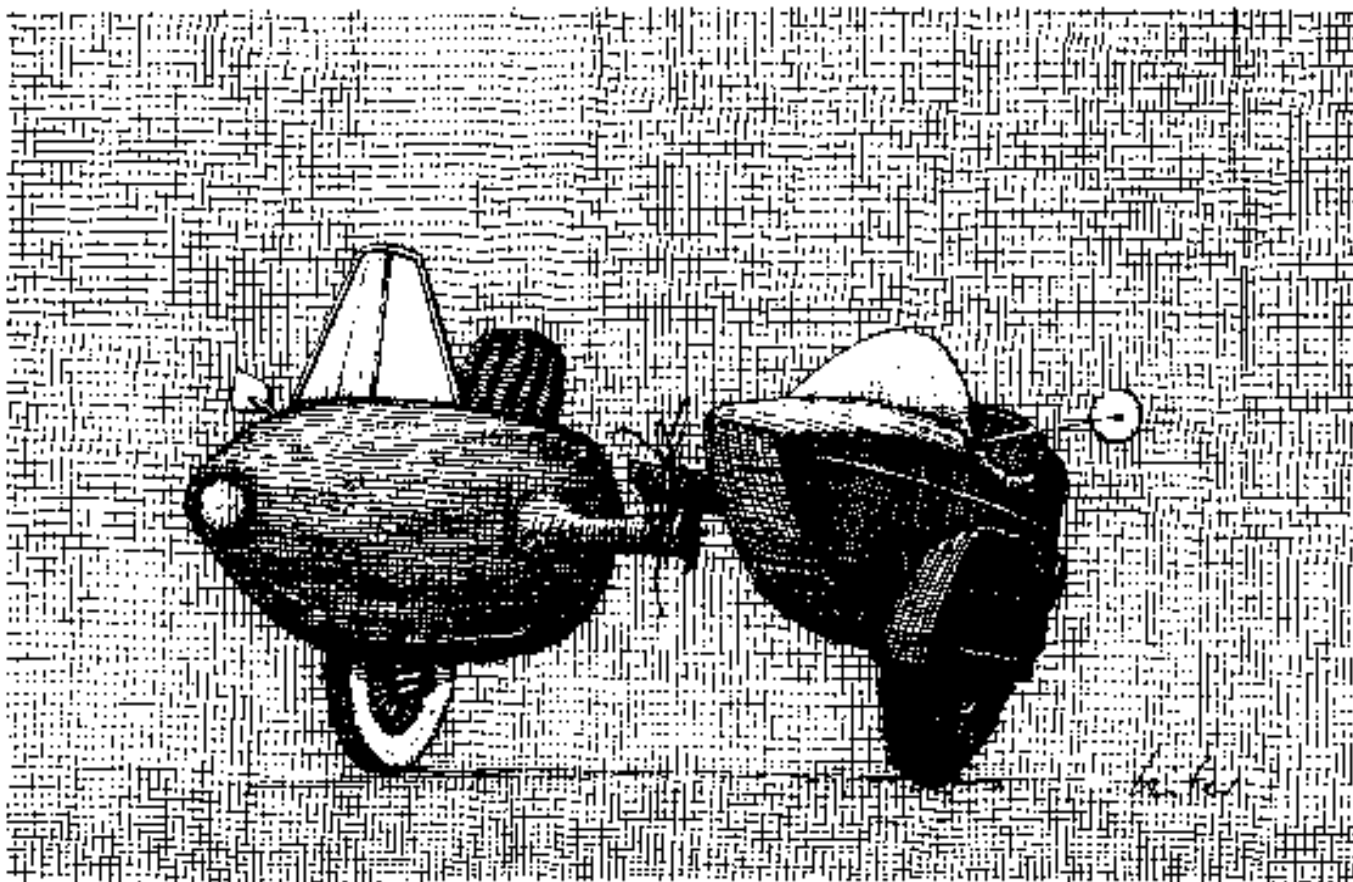
d'autant que l'inhumation en cercueil était inconnue avant l'arrivée des colons britanniques.

La santé des nomades

(bf) Sur le continent africain, on recense 20 à 30 millions de nomades, qui se déplacent avec leurs troupeaux et exploitent de manière durable une maigre végétation. Ces populations vivent en étroite relation avec leurs animaux. Il convient de mettre au point un système de santé qui soit adapté à leur mode de vie. L'Institut tropical suisse (ITS), à Bâle, collabore depuis plusieurs années avec des chercheurs locaux pour trouver des synergies entre la médecine humaine et la médecine vétérinaire, afin d'améliorer les services de santé dont bénéficient les nomades du Tchad. Il s'agit notamment de combiner les campagnes de vaccination des hommes avec celles des animaux. Ces travaux exigent beaucoup de doigté. Il a fallu non seulement convaincre le gouvernement tchadien du bien-fondé du projet, mais également amener la population locale à participer en apportant ses besoins et son savoir. Le projet a donné d'excellents résultats, ce qui lui a valu en 2004 le Swiss Transdisciplinary Award, un prix attribué par l'Académie suisse des sciences naturelles. L'ITS a décidé de le reproduire en Mongolie et dans le Caucase.



Jeremy Homer / Panos / Straties



Alliance

Draisines contre trains
(jls) Début 2004, le gouvernement cambodgien a interdit les draisines, ces petits chariots rudimentaires qui circulent sur la voie ferrée. Cependant, la mesure est restée lettre morte. Malgré les risques qu'il comporte, ce moyen de transport très économique garde la faveur

des usagers. Simple plateau de bois posé sur deux essieux, la draisine est munie d'un moteur de moto ou de motoculteur. Elle ne roule pas vite, mais son système de freinage grossier l'empêche de réagir rapidement. Les cheminots postés le long de la ligne ont pour mission de prévenir les draisines longtemps

à l'avance du passage d'un train. Étant donné que les lignes nationales sont à voie unique, les conducteurs sont alors censés s'arrêter, démonter leur engin et libérer les rails. Certains essaient tout de même de gagner la gare suivante, et c'est ainsi que se produisent la plupart des collisions. On a enregistré 23 accidents en 2003.

rurale à l'habitude de brûler les ruches. Un traité de paix semble néanmoins en vue. Au lieu de chasser cette espèce particulièrement zélée, quelque 100 000 paysans vont recevoir la formation et l'équipement nécessaires pour se transformer en apiculteurs. Au cours des trois prochaines années, la Fondation pour l'abeille, une société privée de Pretoria, leur distribuera des ruches peuplées d'abeilles africaines. Chaque colonie produisant 20 kilos de miel, les nouveaux apiculteurs pourront accroître leur revenu annuel de près de 2 500 dollars. Le miel sera acheté par la fondation.

La paix des ruches

(bf) La production de miel a de tout temps occupé une place cruciale dans l'économie et la culture africaines. Ce produit commercial se vend sous les formes les plus variées. En Afrique du Sud, l'abeille *Apis mellifera africana*, qui rapporte à elle seule près de 500 millions de dollars par an, est menacée d'extinction. Craignant les piqûres des abeilles, la population



Le blues de l'indépen



DOSSIER

Géorgie

Plus que n'importe quelle autre partie du monde, le Caucase est fait de contrastes, tant ethniques et géopolitiques que climatiques et linguistiques. Cette caractéristique décuple l'ampleur des défis qui se posent aux États caucasiens devenus indépendants après la chute de l'Union soviétique. Le développement de la région est surtout lié à la résolution des conflits territoriaux. De Vicken Cheterian*.

Vazgen lève son verre pour porter un nouveau toast. Traditionnellement, le *tamada*, maître des toasts, donne le rythme à toute la tablée. Cette coutume caucasienne peut s'avérer ennuyeuse lorsque des discours d'un autre temps se succèdent avec une discipline militaire. Mais ce n'est pas le cas avec Vazgen, un peintre de Gumri, en Arménie: «Buvons à notre grand pays, l'Arménie. Ce sont les montagnes qui font sa grandeur. Si nous les aplatissons avec un fer à repasser, l'Arménie serait alors plus grande que la Sibérie!»

Ce toast poétique vaut pour tout le Caucase, carrefour millénaire d'anciens empires et de grandes civilisations. Le Caucase est une chaîne de montagnes qui relie les rives de la mer Noire aux eaux tempérées de la Caspienne. Fondée il y a plus de 6000 ans, la ville de Derbent, située au point le plus étroit entre les montagnes et la mer Caspienne, a abrité jadis des garnisons romaines et arabes. Le sud du Caucase a connu les civilisations de la Perse et de la Mésopotamie ainsi que l'Empire byzantin. Le versant nord de la montagne marque la limite des

dance



Géorgie

grandes steppes qui s'étendent jusqu'à la Grande Muraille de Chine et sont peuplées par d'anciennes tribus guerrières nomades.

Ces montagnes inaccessibles ont offert un abri sûr aux minorités persécutées : des groupes d'origine caucasienne (Géorgiens et Tchétchènes) y ont cohabité avec des peuples indo-européens (Arméniens) et turcs (Azerbaïdjanais et Karatchaïs). La disparition soudaine de l'Union soviétique a poussé vers l'indépendance les trois républiques de Transcaucasie : l'Arménie, l'Azerbaïdjan et la Géorgie. Le nord du Caucase, lui, est resté dans le giron de la Fédération de Russie.

Dix années de crise

La décennie qui a suivi l'indépendance a placé les nouveaux États face à des défis considérables. Plusieurs conflits territoriaux ont éclaté. L'Arménie et l'Azerbaïdjan se sont déchirés au sujet du Haut-Karabakh. Le gouvernement central de Géorgie a affronté les entités autonomes d'Ossétie du Sud et d'Abkhazie. Plusieurs années de guerres dévasta-

trices se sont soldées par des milliers de morts et 1,2 million de réfugiés ou personnes déplacées, sur une population totale de 16 millions d'habitants.

En raison de ces crises et du conflit tchétchène qui se poursuit, plusieurs axes de communication demeurent coupés. Ainsi, les trains ne circulent plus entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan, ni entre la Russie et la Géorgie. L'effondrement de l'économie centralisée a provoqué une grave crise qui a réduit de moitié la production des États transcaucasiens pendant les trois premières années de leur indépendance. Condamnés à repartir de zéro, ces pays ont aussi dû se doter d'institutions centrales dont ils étaient dépourvus durant l'ère soviétique : forces armées, représentations diplomatiques, banques centrales, etc.

Tous ces changements sont intervenus alors que les nouveaux États manquaient cruellement de ressources financières. L'appui modeste de la communauté internationale équivalait seulement à une petite fraction des sommes généreuses que l'URSS faisait naguère affluer vers la Transcaucasie.

Gardes du corps ou armées privées ?

En Transcaucasie, l'accumulation de richesses a entraîné une multiplication des forces de sécurité privées. Ainsi, un homme d'affaires arménien est connu pour employer plus de cent agents armés. D'aucuns pensent que cette troupe ressemble davantage à une armée privée qu'à une escorte chargée d'assurer la sécurité d'une personne. En visite à Bakou, un responsable de la CIA a attiré l'attention du président Ilham Aliev sur l'existence de milices privées, composées de 150 à 200 combattants, constituées et dirigées par des fonctionnaires d'Etat. Selon les médias locaux, Washington craint pour la sécurité des installations pétrolières.



Arménie

Le processus de transition n'est donc pas allé sans mal et il a provoqué de profonds bouleversements sociaux. Certaines parties de la Transcaucasie étaient certes largement industrialisées sous le régime communiste, mais elles dépendaient des conglomerats militaro-industriels de l'Union soviétique. Le secteur industriel n'a pas survécu aux nouvelles conditions économiques : l'industrie chimique et le secteur informatique ont périclité en Arménie, de même que l'industrie pétrolière en Azerbaïdjan ; en Géorgie, la viticulture et le tourisme ont subi le même sort. Ces pays, où l'emploi à plein temps était considéré comme un droit sous le régime communiste, ont plongé dans une ère de chômage généralisé de longue durée.

Près de la moitié de la main-d'œuvre est sans emploi ou sous-employée. Des villes entières, qui avaient été construites autour des complexes industriels soviétiques, sont devenues des zones sinistrées après avoir perdu leur base économique. La désindustrialisation a provoqué un exode massif des villes de province vers les capitales, mais aussi de la Transcaucasie vers la Russie, l'Europe et l'Amérique du Nord. Près de quatre millions de personnes, soit un quart environ de la population, ont quitté les trois États de Transcaucasie depuis l'accession à l'indépendance.

L'Arménie isolée

La crise fut particulièrement brutale et tragique en

Arménie. Déjà frappé par un terrible séisme qui a fait 25 000 victimes en 1988, ce pays enclavé s'est trouvé complètement isolé après l'indépendance. Divers conflits ont paralysé ses liens avec la Russie, tandis que le blocus turc empêchait les échanges avec l'Europe. Par conséquent, il n'était plus possible d'importer ni pétrole, ni gaz, ni électricité.

Malgré tout, l'Arménie a remporté la guerre du Haut-Karabakh. En 1992, durant les premiers mois du conflit, elle a pu prendre le contrôle de cette région peuplée majoritairement d'Arméniens mais située sur le territoire de l'Azerbaïdjan. En outre, l'Arménie a occupé plusieurs districts de l'Azerbaïdjan, créant un corridor qui la relie au Haut-Karabakh et progressant vers les territoires azerbaïdjanais situés à l'est de l'enclave. Le cessez-le-feu conclu en mai 1994 a été respecté par les belligérants, bien qu'aucune force de maintien de la paix n'ait été déployée sur place.

Depuis cette guerre, les structures de l'État arménien reposent essentiellement sur l'armée. Les deux personnalités politiques les plus influentes sont aujourd'hui le président Robert Kotcharian et le ministre de la défense Serge Sarkissian, tous deux originaires du Haut-Karabakh. L'Arménie consacre par ailleurs une grande part de son budget à la défense, puisqu'elle entretient une armée de 70 000 hommes. La menace azerbaïdjanaise et la frontière fermée avec la Turquie sont invoquées pour faire taire l'opposition intérieure.



G. Mol / Still Pictures

Azerbaïdjan

Après une décennie difficile, le retour à la stabilité politique et l'afflux d'investissements ont enclenché un renouveau économique. Une partie des Arméniens qui avaient émigré au début des années 90 sont rentrés au pays. D'autres investissent de l'argent dans le pays de leurs ancêtres. Nombreux sont les membres de la diaspora établis en Russie, en Iran ou aux États-Unis qui ont choisi de créer des entreprises en Arménie, que ce soient des fabriques de tapis, des hôtels ou encore des sociétés informatiques. Pour connaître un véritable essor économique, l'Arménie doit toutefois régler définitivement le conflit du Haut-Karabakh et obtenir la réouverture de la frontière turque, toujours fermée après quatorze années d'indépendance.

L'Azerbaïdjan et la politique pétrolière

L'accès de l'Azerbaïdjan à l'indépendance a été marqué par un problème d'image : aux yeux de l'Occident, ce pays était déchiré entre des autorités pro-soviétiques et une opposition radicale, voire fondamentaliste. Lorsque la guerre du Haut-Karabakh a éclaté début 1992, la Russie, l'Europe et les États-Unis ont manifesté leur sympathie envers l'Arménie. Ils voyaient dans cet affrontement le combat de David contre Goliath. Les paramètres politiques ont pourtant changé sitôt après le cessez-le-feu.

En septembre 1994, Heidar Aliev, alors président de l'Azerbaïdjan, a signé un contrat portant sur huit

milliards de dollars avec un consortium de compagnies pétrolières occidentales emmenées par British Petroleum. Le « contrat du siècle » a déclenché une telle ruée vers l'or noir que Bakou est devenue pour quelques années l'une des capitales les plus prisées par les diplomates occidentaux, les marchands de pétrole et les journalistes. À l'époque, nombre d'analystes prévoient que la mer Caspienne allait remplacer la région peu sûre du Golfe persique en tant que source d'approvisionnement en pétrole. D'aucuns sont allés jusqu'à comparer le potentiel pétrolier de la mer Caspienne avec celui de l'Arabie saoudite.

Mais l'engouement initial est bien vite retombé : certains forages en mer n'ont pas donné les résultats escomptés et de nombreuses compagnies ont quitté Bakou à la fin des années 90. L'Azerbaïdjan possède néanmoins des réserves de pétrole suffisantes pour justifier la construction d'un oléoduc qui reliera sa capitale au port turc de Ceyhan, sur la Méditerranée, en traversant le territoire géorgien. Cet ouvrage, appelé BTC (Bakou-Tbilissi-Ceyhan), pourra transporter un million de barils de pétrole par jour. Les travaux devraient être achevés cette année encore. L'économie de Bakou se fonde toujours sur le pétrole, comme c'était déjà le cas à la fin du 19^e siècle.

Les pétrodollars ne profitent cependant pas à tous. La politique azerbaïdjanaise se concentre autour des « clans », ces groupes d'intérêts qui contrôlent

Concentration du pouvoir en Géorgie

Après la mort soudaine de Zourab Zhvania, premier ministre de Géorgie et l'un des trois instigateurs de la Révolution des roses, le président Mikhaïl Saakachvili a désigné Zourab Nogaideli pour lui succéder. La nomination de cet ancien ministre des finances n'a guère plu à l'élite politique géorgienne. La présidente du Parlement, Nina Burjanadze, a déclaré que la nomination de Zourab Nogaideli « était quelque peu inattendue » et qu'un autre nom avait été évoqué lors de ses entretiens avec le président. Elle décrit le nouveau premier ministre comme un homme incapable de rechercher le compromis, ce qui pourrait conduire à de nouveaux conflits. En novembre 2003, Mikhaïl Saakachvili avait lancé la Révolution des roses avec l'appui de Zourab Zhvania et de Nina Burjanadze. La disparition du premier et les critiques de la seconde illustrent la concentration du pouvoir entre les mains du président.



Azerbaïdjan



Frontière entre la Géorgie et l'Abkhazie



Arménie



Azerbaïdjan

Turquie et Arménie : vers la réconciliation ?

L'ouverture prochaine de négociations d'adhésion avec l'Union européenne fait augmenter la pression sur la Turquie pour qu'elle reconsidère ses relations présentes et passées, et qu'elle fasse un travail de mémoire à propos du génocide arménien de 1915. Bien que des personnalités courageuses aient osé prendre position sur ce sujet en Turquie, le climat général n'est guère encourageant. Dans une interview accordée au quotidien zurichois *TagesAnzeiger*, le célèbre romancier Orhan Pamuk a évoqué le million de victimes arméniennes et la persécution plus récente des Kurdes. Ses propos ont suscité de vives réactions dans les médias et les milieux politiques turcs. Des journaux n'ont pas hésité à titrer : « Pourquoi Pamuk hait-il son pays ? » ou « La liberté d'expression donne-t-elle le droit de trahir ? » Dans un tel contexte, on peut se demander si la Turquie est vraiment prête à revisiter son passé.

l'économie nationale. Le «clan du Nakhitchevan» domine la scène politique depuis des décennies. La concentration du pouvoir a débouché sur l'apparition de la première dynastie politique de l'ère post-soviétique : lors de l'élection présidentielle de 2003, le peuple a désigné Ilham Aliev pour succéder à son père Heïdar Aliev à la tête de l'État, en dépit du fait que le jeune candidat avait très peu d'expérience politique. L'opposition azerbaïdjanaise a tenté de dénoncer une fraude électorale, mais la police est rapidement intervenue dès les premières manifestations.

La Révolution des roses en Géorgie

La même année, des élections se sont également déroulées en Géorgie. Là aussi, l'opposition a accusé le président en exercice, Edouard Chevardnadze, de fausser le scrutin. Là aussi, des manifestations ont été organisées. Mais, contrairement à ce qui s'est produit en Azerbaïdjan, l'opposition est parvenue à entrer au Parlement et elle a pris le pouvoir. Ce fut la «Révolution des roses». Ces événements ont suscité un nouvel espoir, tant en Géorgie que dans les autres pays de la région. Malgré ses potentialités, la Géorgie était en train de se désagréger sous le régime d'Edouard Chevardnadze. Ses structures étaient minées par l'inefficacité, la corruption et la faiblesse de l'État. La révolution a porté au pouvoir d'anciens militants défenseurs de la démocratie, mais également des forces nationa-

listes dirigées par Mikhaïl Saakachvili. Un nouvel âge d'or a été promis aux Géorgiens. Au cours des premiers mois de son règne, le président Saakachvili a obtenu plusieurs succès : il a hissé la Géorgie sur la scène internationale, il a fait arrêter des criminels et d'anciens fonctionnaires corrompus ; enfin, il a ramené dans le giron géorgien la république autonome d'Adjarie qui échappait jusque-là au contrôle de l'État central. La Révolution des roses a cependant engendré de nouveaux risques. Avec Mikhaïl Saakachvili, le pays pourrait voir renaître son ancien nationalisme, celui-là même qui a provoqué des conflits sanglants au début des années 90. Après l'entrée de l'armée nationale en Adjarie, Tbilissi a supprimé le statut d'autonomie de cette région et en a fait une simple province de la Géorgie. De la part d'un État qui entretient par ailleurs des relations conflictuelles avec deux autres entités autonomes – l'Ossétie du Sud et l'Abkhazie – ce fut une grave erreur tactique. Encouragées par ce premier succès, les autorités géorgiennes ont envoyé leurs troupes en mai 2004 à Tskhinvali, la capitale de l'Ossétie du Sud. Cette fois, l'armée s'est heurtée à la résistance des Ossètes. Et Moscou a adopté une attitude ferme. La Russie ne pouvait pas négliger les Ossètes, puisqu'elle abrite sur son territoire une autre entité ossète, la République autonome d'Ossétie du Nord. Après plusieurs semaines d'affrontements, Mikhaïl Saakachvili a dû céder et revenir au statu quo ante.



Le **Caucase** est un ensemble montagneux situé en Eurasie qui s'étend entre la mer Noire et la mer Caspienne. Il est long de 1100 kilomètres et large de 180 km. Le sommet de l'Elbrouz culmine à 5642 mètres

La démocratie gagne l'Abkhazie

Le 12 février 2005, Sergei Bagapsh est devenu officiellement président de la république séparatiste d'Abkhazie, située sur la rive orientale de la mer Noire. Lors de son investiture, il a fait ce serment : « Je jure que je défendrai la liberté et l'indépendance de l'Abkhazie, et que nos enfants vivront dans un pays libre, indépendant et doté d'une économie de marché. » En d'autres termes, le nouveau président n'acceptera jamais un retour de l'Abkhazie sous le joug géorgien. L'élection de Sergei Bagapsh est d'autant plus intéressante que ce candidat n'était soutenu ni par le président sortant Vladimir Ardzinba ni par Moscou. À l'issue des élections d'octobre 2004, M. Bagapsh et son rival Raul Khajimba se sont tous deux proclamés vainqueurs. L'Abkhazie a alors frôlé la guerre civile. Seul un accord de dernière minute a permis de sauver la situation. Avec sa population de 250 000 habitants, l'Abkhazie n'est pas reconnue par la communauté internationale, mais la plupart de ses habitants peuvent voyager à l'étranger car ils disposent d'un passeport russe. L'Abkhazie demeure l'un des principaux points de discorde entre Tbilissi et Moscou.

La mort mystérieuse de Zourab Zhvania, premier ministre et personnalité modérée au sein du gouvernement géorgien, remet en question les espoirs soulevés par la Révolution des roses. La Géorgie pourra-t-elle opérer un changement politique par des moyens pacifiques ?

L'histoire se répète

Si les trois États de Transcaucasie ont accédé à l'indépendance, c'est surtout parce que l'influence de l'Union soviétique avait peu à peu décliné dans la région. Depuis quelques années, ces pays sont soumis à l'influence croissante des États-Unis. Le dollar est aujourd'hui la véritable monnaie de référence sur les marchés d'Erevan et de Bakou. Une coopération militaire a été établie entre Washington et Tbilissi. On parle d'installer des bases de l'OTAN à Bakou. Depuis peu, l'Union européenne s'intéresse davantage à ces « nouveaux voisins ». Bientôt, elle ne sera plus séparée de la Transcaucasie que par les eaux de la mer Noire. À la fin des années 80, beaucoup d'analystes soviétiques ont déploré le lourd fardeau financier que représentait pour Moscou le fait de devoir maintenir sous son hégémonie le Caucase, l'Asie centrale et l'Ukraine. Ils ont alors proposé de restructurer l'Union, en remplaçant la domination territoriale par une domination économique sélective. Les Russes sont alors partis par la porte. Mais ils sont revenus plus tard par la fenêtre. Les secteurs prometteurs de l'économie,

comme les centrales électriques et les compagnies minières, sont de plus en plus fréquemment rachetés par des capitaux russes.

Cependant, pour la première fois depuis des siècles, le destin des républiques situées au sud du Caucase se trouve dans les mains de la population. Cela se reflète sur l'économie qui a fait en 2003 un véritable bond en avant. Le taux de croissance a atteint 11,2 pour cent en Azerbaïdjan, 9,9 pour cent en Arménie et 5,5 pour cent en Géorgie. Malgré tout, 54 pour cent des Géorgiens vivent au-dessous du seuil de pauvreté, de même que 50 pour cent des Arméniens et 49 pour cent des Azerbaïdjanais. L'avenir, la stabilisation et les progrès de ces trois pays dépendent donc de la capacité de leurs dirigeants à mettre l'essor de l'économie au service des citoyens. ■

(De l'anglais)

* Vicken Cheterian est né en Arménie et possède la nationalité libanaise. Il est journaliste et responsable de projet au CIMERA, à Genève. Cette organisation non gouvernementale vise à promouvoir le développement des médias et la prévention des conflits dans la région du Caucase, en Asie centrale et dans les Balkans.

Lueur d'espoir à



J.M. Navia / Agence VU

Erevan, Arménie



Ghia Nodia, 51 ans, est un citoyen russe originaire de Moscou. Il dirige l'Institut caucasien pour la paix, la démocratie et le développement, basé à Tbilissi, capitale de la Géorgie. Dans ses nombreuses publications, il aborde des sujets tels que la démocratie, le nationalisme dans les pays postcommunistes, le développement institutionnel ainsi que l'évolution politique en Géorgie et dans le Caucase. Ghia Nodia est un proche du président géorgien Mikhaïl Saakachvili.

Directeur de l'Institut caucasien pour la paix, la démocratie et le développement, Ghia Nodia affiche un optimisme prudent. Même si la pauvreté risque de perdurer en Transcaucasie, la situation des habitants s'améliore lentement. La résolution des conflits interethniques et la lutte contre la corruption constituent les principaux défis. Entretien avec Maria Roselli.

Un seul monde: La Transcaucasie est une région où se côtoient plusieurs ethnies et religions. Cette pluralité est un atout mais aussi un défi sans pareil, car elle peut être la source de violents conflits interethniques, comme celui d'Abkhazie. Comment peut-on promouvoir la paix?

Ghia Nodia: Tout d'abord, on a besoin d'États qui fonctionnent bien et fournissent des prestations efficaces. Cela n'est possible que dans une démocratie. Sans démocratie, un État n'est pas légitime. Il engendrera inévitablement de nouveaux conflits. À vrai dire, ce n'est pas tant la cohabitation de plusieurs ethnies et religions qui pose problème, mais plutôt les conflits séparatistes dont nous avons hérité. Je pense par exemple aux conflits d'Abkhazie, d'Ossétie du Sud et du Haut-Karabakh. Après une période de confrontation armée, au début des années 90, les différends se sont transformés en «conflits latents». Ces

derniers seront difficiles à résoudre. En effet, il est très improbable que les parties en présence négocient un accord de paix. Leurs positions divergent beaucoup trop. De plus, il n'existe aucun précédent, aucun exemple international qui montrerait comment régler de tels conflits par le biais de négociations de paix. Une intervention militaire ne servirait qu'à anéantir les maigres progrès réalisés et pourrait même conduire à un nouveau désastre humanitaire. D'un autre côté, le maintien du statu quo entrave le développement politique et économique de la région.

Qu'en est-il des réformes économiques? Comment vit la population quatorze ans après la chute du régime soviétique?

L'effondrement de l'économie planifiée et les guerres qui ont éclaté au début des années 90 ont provoqué une grave crise économique. Pour les habitants, cela s'est traduit par une détérioration radicale des condi-

l'horizon

tions de vie. La corruption et la déliquescence des institutions n'ont fait qu'aggraver la situation en entravant la croissance. Depuis le milieu des années 90, la santé de l'économie se rétablit en Transcaucasie. Mais les pays de la région ne sont pas encore parvenus à surmonter toutes les répercussions du changement. Le niveau économique reste inférieur à ce qu'il était au temps de l'Union soviétique. Les gens attendent beaucoup de la sécurité sociale, mais les anciens réseaux sociaux ont été démantelés. Aucun des trois pays n'est parvenu à atténuer sensiblement la pauvreté. Et la majorité de la population vit de l'agriculture de subsistance.

Quel est actuellement le salaire d'un enseignant ou d'un ouvrier en Géorgie?

Toujours trop bas : un instituteur gagne moins de 100 lari par mois (63 francs), soit nettement moins que le minimum vital. Il faut compter 130 à 140 lari pour survivre. Les enseignants sont donc obligés de trouver un autre revenu, ce qui favorise la corruption dans le système éducatif. Les ouvriers d'usine touchent des salaires plus élevés car ils travaillent dans le secteur privé. Mais leurs revenus ne couvrent en général que

tefois été critiquées. D'aucuns les jugent incompatibles avec la conception du droit dans un État démocratique. De nombreux policiers de la circulation – de fort mauvaise réputation – et gardiens de l'ordre ont été licenciés. Leurs remplaçants sont engagés au terme de procédures transparentes. À première vue, ces mesures sont parvenues à réduire rapidement la corruption, mais le problème est loin d'être résolu. Reste à savoir si ces succès seront durables.

Il y a quatorze ans maintenant que les nouveaux États de Transcaucasie ont entamé leur transition vers la démocratie et l'économie de marché. Quand les conditions de vie vont-elles s'améliorer?

Nous avons atteint le creux de la vague au début des années 90. Depuis, la situation s'améliore peu à peu. Mais pour les gens, tout cela est trop lent. Nul ne peut exclure une nouvelle crise, même s'il n'en existe actuellement aucun signe annonciateur. Les changements à la tête de l'État apparaissent comme le facteur déclenchant le plus probable. Avec sa Révolution des roses, la Géorgie a eu de la chance. En Azerbaïdjan et en Arménie, la population est de plus en plus mé-

« La réforme du secteur de l'électricité en Géorgie illustre parfaitement les effets de la privatisation. Vers la fin des années 90, on a très largement privatisé les capacités de production, la vente en gros et le réseau de distribution de Tbilissi. L'approvisionnement s'est amélioré, mais les prix ont pris l'ascenseur. De plus, les régions situées autour de la capitale manquent toujours d'électricité. »
Ghia Nodia



Géorgie



Azerbaïdjan

le strict minimum. Le nouveau gouvernement a certes relevé le traitement des fonctionnaires et il veille à faire respecter la légalité. Dans le même temps, il a cependant nettement réduit le nombre des emplois.

Existe-t-il une véritable lutte contre la corruption?

Le nouveau gouvernement de Géorgie a lancé une campagne très dure contre la corruption. Les salaires de nombreux fonctionnaires ont été sensiblement augmentés. Et les cas de corruption font l'objet de poursuites pénales. Les méthodes appliquées ont tou-

contente de ses dirigeants à tendance autocratique, de ses gouvernements corrompus et pratiquement inamovibles. À mon avis, la croissance économique se maintiendra, mais une grande partie de la population devra vivre encore de longues années dans la pauvreté. Les régimes politiques devraient se consolider dans les dix années à venir. Je suis prudemment optimiste sur ce point. En revanche, les conflits séparatistes continuent de m'inspirer beaucoup de scepticisme. ■

(De l'allemand)

Des populations à la recherche d'une nouvelle identité

Depuis la chute de l'Union soviétique, les conditions de vie en Arménie, en Géorgie et en Azerbaïdjan ne s'améliorent que lentement. Les défis liés à la transition restent en effet énormes. Tous les changements survenus ont déstabilisé les habitants, qui doivent trouver leur chemin dans le nouveau système. À cet égard, les médias et le cinéma peuvent jouer un rôle très important. De Maria Roselli.

Coopération technique en Transcaucasie

La DDC concentre ses objectifs dans les deux domaines suivants en Transcaucasie :

Gouvernance et promotion de la paix: favoriser la formation professionnelle dans les médias, la diplomatie régionale et la culture ; promouvoir l'accès du plus grand nombre aux informations politiques sensibles ; encourager la transparence au sein de l'administration publique et lutter contre la corruption ; renforcer la tolérance multiculturelle parmi les jeunes.

Exploitation durable des ressources naturelles: favoriser le développement des régions de montagne ; promouvoir des activités génératrices d'emplois et de revenus en milieu rural ; soutenir l'intégration socio-économique des personnes déplacées ; appuyer des associations rurales et des organisations à vocation régionale, telles que WWW Transcaucasie et le réseau régional d'organisations non gouvernementales actives dans le domaine de l'environnement ; accroître les revenus tirés du tourisme.



Azerbaïdjan

Arménie, Azerbaïdjan et Géorgie : naguère, la Transcaucasie était pour l'Union soviétique à la fois un verger, un réservoir de pétrole, une destination touristique et un centre de l'industrie chimique. À tel point que les habitants de la région vivaient dans de meilleures conditions que ceux des autres républiques socialistes. Jamais il ne leur serait venu à l'idée qu'ils pourraient connaître la pauvreté si le régime soviétique venait à disparaître. Mais l'impensable est arrivé. Et l'existence de ces populations est d'autant plus rude depuis la chute de l'URSS. Les maigres salaires des employés d'État suffisent à peine pour acheter le strict nécessaire. La corruption est omniprésente.

«Les habitants des anciennes républiques soviétiques de Transcaucasie ne savent plus vraiment où ils en sont ni qui ils sont. Ils ne parviennent pas à se

procurer les informations nécessaires pour naviguer au quotidien dans le nouveau système», constate Philippe Zahner, chargé de programme de la DDC pour la Transcaucasie.

Le rôle crucial des médias

La région compte plusieurs dizaines de groupes ethniques et presque autant de langues. Les conflits ethniques, comme celui qui porte sur le statut de l'Abkhazie, représentent une menace constante. Pour la désamorcer, il importe de promouvoir d'urgence la cohésion sociale. Selon Philippe Zahner, «les gens doivent à présent trouver le moyen de coexister au sein de sociétés hétérogènes et complexes». C'est pourquoi la DDC et le Secrétariat d'État à l'économie (seco) soutiennent toutes sortes de projets dans la région, qui vont de la lutte contre

la corruption à la promotion de l'agriculture de subsistance.

La plupart des projets ont pour objectif d'améliorer concrètement les conditions de vie des populations concernées. D'autres visent à renforcer la démocratie ou favorisent la recherche d'une identité. Il s'agit d'aider les habitants à se resituer par rapport au nouveau contexte de leur pays.

Les médias travaillent dans des conditions qui ont radicalement changé depuis la chute du communisme. La transition représente en effet un défi énorme pour les journalistes des anciennes républiques soviétiques. L'économie et la politique ont engendré de nouveaux groupes d'influence qui exercent de fortes pressions sur les médias locaux. «Souvent, il suffit qu'un politicien lance un coup de fil à la direction pour qu'un journaliste trop critique soit licencié», raconte Vicken Cheterian, directeur du Caucasus Media Institute (CMI).

Basé à Erevan, en Arménie, cet Institut pour le développement des médias dans le Caucase propose aux journalistes des formations qui les préparent à relever les nouveaux défis. «Les journalistes doivent connaître leurs droits, mais également les limites à respecter. Où commence la propagande, par exemple, et que peut-on encore considérer comme le compte rendu normal d'une élection?», note M. Cheterian. L'un des principaux problèmes réside dans l'absence de sources indépendantes d'information, comme des universités ou des instituts de recherche, qui pourraient aider les journalistes à élaborer des analyses objectives. Malgré toutes les difficultés, Vicken Cheterian est convaincu que les médias jouent un rôle clé dans le processus de transition: «Toute société qui se veut démocratique et



Holland Hoogte / laif

Géorgie

Forger une identité socioculturelle

La chute de l'Union soviétique a frappé de plein fouet l'industrie cinématographique de la région: l'argent n'arrive plus et les anciens systèmes de diffusion se sont effondrés. Sous le régime soviétique, ce secteur avait pourtant connu un bel essor en Géorgie. «Depuis la fin du communisme, les salles de cinéma ne projettent plus que des films hollywoodiens, bon marché et mal traduits. Ceux-ci n'apportent aux spectateurs ni information ni identification sociale», explique Philippe Zahner. Depuis 2002, le projet Avanti aide les habitants à retrouver leurs propres valeurs. Mis en œuvre par la fondation Focal de Lausanne et soutenu par la DDC, il porte sur le développement de l'industrie cinématographique en Arménie, en Azerbaïdjan et en Géorgie. «Des producteurs, des réalisateurs et des juristes spécialisés, originaires de ces trois pays, suivent une formation commune. Ils apprennent à mettre sur pied des coproductions internationales qui répondent aux normes mondiales et possèdent des bases légales solides», déclare Pierre Agthe, directeur de Focal. Les scénarios rédigés pendant la première phase du projet sont «profondément ancrés dans la culture locale des pays dont les cinéastes sont originaires», souligne-t-il.

La DDC a décerné un prix de soutien à six longs métrages. Ceux-ci devraient être produits une fois que les budgets auront été établis. Peut-être seront-ils un jour diffusés en Suisse. ■

(De l'allemand)

Populations déplacées

Dans le climat conflictuel qui règne en Transcaucasie, il n'est guère possible d'établir une distinction claire entre coopération technique et aide humanitaire. C'est pourquoi la continuité de l'action revêt une grande importance pour la DDC. Cela vaut principalement pour la zone frontalière entre la Géorgie et l'Abkhazie (dans le nord-ouest de la Géorgie), où les projets de coopération visent avant tout à améliorer les conditions de vie des familles les plus touchées. Dans l'ensemble de la Transcaucasie, il reste aujourd'hui plus d'un million de personnes déplacées, ce qui représente plus de 10% de la population. Ces réfugiés, qui ont fui les conflits ethniques des années 90, vivent toujours dans des conditions très difficiles.



Philippe Tim / SIF Pictures

Arménie

transparente doit laisser les journalistes faire librement leur devoir d'information. Si ses médias ne sont pas critiques, une telle société n'est qu'une illusion.»



HORIZONS



Bienvenue au pays des ONG florissantes

Au Bangladesh, beaucoup de choses ont changé depuis la récente émancipation des femmes. Et les organisations non gouvernementales représentent un véritable pouvoir social. Malgré les énormes progrès qu'il a accomplis, ce pays compte toujours parmi les pays les plus pauvres du monde. Il ne cesse de lutter contre une corruption dévorante, les mouvements migratoires et les rivalités politiques. De Bernard Imhasly*.

Le bureau de Shafiqul Haque Choudhury correspond à l'idée que l'on peut se faire d'une organisation non gouvernementale (ONG) bangladaise: quelques chaises droites et une modeste table en matière synthétique sur laquelle est posé un téléphone. Shafiqul Choudhury est président de l'ASA ou Association for Social Advancement (association pour le progrès social). Avec ses 2,8 millions de clients, cette agence de microfinancement est l'une des plus grandes ONG du pays. Elle s'est spécialisée dans l'octroi de microcrédits aux villageois pauvres. Elle rencontre un tel succès que de riches sociétés occidentales d'investissement ont commencé de s'intéresser à elle.

En janvier 2005, M. Choudhury a ainsi créé à Dhaka, la capitale, une société destinée à gérer un fonds spécial dans lequel trois fondations – une américaine, une hollandaise et une suisse – ont déposé au total quatre millions de dollars.

Shafiqul Choudhury n'entend pas placer cet argent au Bangladesh, car les petits crédits abondent dans le pays. Même l'ASA n'en a pas besoin: «Nous avons réalisé l'an dernier un bénéfice de 166 pour cent.» Bienvenue au pays des ONG florissantes.

Aider les pauvres peut générer des profits

L'ASA se présente encore sous un jour modeste, comme il convient à une ONG désintéressée qui réinvestit tous ses bénéfices. Mais il suffit de considérer d'autres grandes organisations sociales pour comprendre que l'aide aux catégories défavorisées peut être source de profits.

La banque Grameen, qui a assuré le succès mondial du microcrédit pour les pauvres, a son siège dans un immeuble de 22 étages à Dhaka. Les réceptionnistes tirées à quatre épingles et les pelouses soigneusement entretenues feraient la fierté d'une multinationale. C'est d'ailleurs ce que la «banque des

pauvres» est devenue entre-temps, avec ses filiales disséminées dans 35 pays.

La «famille Grameen» compte aujourd'hui 23 membres, dont Grameen Phone, le principal fournisseur de téléphonie mobile du Bangladesh. Plus grande encore, la BRAC a construit 40 000 écoles pour les pauvres. Le groupe comprend également une banque commerciale, une université et une société de transformation du lait dont les crèmes glacées sont vendues également dans les supermarchés modernes de Dhaka.

À l'instar de celles qui ont été créées par plus de 100 000 autres associations, les ONG de la famille Grameen appartiennent à leurs membres, c'est-à-dire aux pauvres vivant dans les 60 000 villages du pays. Ces derniers profitent aussi indirectement des bénéfices, puisqu'ils ont accès aux crédits avantageux de l'ASA ou de la banque Grameen, et que leurs enfants peuvent fréquenter gratuitement les écoles de la BRAC.

Il n'existe guère d'autres pays pauvres dans le



Jim Holmes / Panos / Strates



Alain Bizos / Agence VU

L'objet de tous les jours

Le rickshaw

Bien que le Bangladesh soit un grand delta sillonné d'innombrables cours d'eau, son symbole n'est pas le bateau mais plutôt le cyclo-pousse, un taxi sur trois roues à propulsion humaine. La force physique qu'exige ce véhicule, le contraste entre le coolie efflanqué qui pédale en haletant et le passager confortablement installé à l'arrière ont fait du conducteur de rickshaw l'icône d'un pays pauvre qui avance en comptant sur son unique ressource : la force de travail. À y regarder de plus près, les équipages ne manquent pas de beauté. Les carrioles sont décorées de peintures naïves qui représentent des couchers de soleil ou des amoureux alanguis. Ces images montrent que malgré leur gagne-pain épuisant, les conducteurs de rickshaw sont encore capables de rêver.

monde où les ONG possèdent un tel poids social. Cependant, elles ne doivent pas cette légitimité à leur seul succès « commercial ». C'est surtout leur contribution à la lutte contre la pauvreté qui permet aux ONG bangladaises de traiter avec l'État et avec la communauté internationale en affichant cette assurance incarnée par les filiales bancaires de la BRAC, tout en verre et en métal.

Investir dans le social porte ses fruits

Ce qui compte, ce ne sont pas les bénéfices annuels des ONG, mais le fait qu'elles soient capables d'offrir de meilleures conditions de vie à la majorité des Bangladais. À en croire sa statistique sociale, ce pays a en effet réalisé de grands progrès depuis l'époque où Henry Kissinger l'avait qualifié de « dossier bon pour la poubelle » (*basket case*).

Le Bangladesh compte toujours parmi les pays les plus pauvres du monde pour ce qui est du revenu par habitant. Cependant, la mortalité infantile a diminué de moitié ces quinze dernières années, pour se situer actuellement au-dessous de 50 pour mille. C'est sans doute parce que 95 pour cent des enfants sont désormais vaccinés contre la tuberculose et 77 pour cent contre la rougeole, et que 97 pour cent des habitants ont accès à l'eau potable. Même la mortalité maternelle est nettement inférieure à celle de l'Inde voisine.

Il serait toutefois injuste d'attribuer ces progrès aux seules ONG. Sous la pression de la société civile et des donateurs internationaux, l'État a accru ses dépenses sociales bien plus que nombre de pays confrontés aux mêmes problèmes de pauvreté. Le budget de l'éducation nationale est presque deux fois supérieur à celui de l'Inde. Et 87 pour cent des enfants sont scolarisés, même si tous n'achèvent pas le cycle primaire. Dans une société islamique que l'on peut supposer peu favorable à l'émancipation de la femme, il est particulièrement réjouissant de constater le taux élevé de fillettes qui sont envoyées à l'école.

Le marché mondial impose sa loi

Les femmes ont aussi rattrapé les hommes au sein de la population active, dans l'industrie textile notamment. Au cours des quinze dernières années, le développement de ce secteur a d'ailleurs induit des changements sociaux aussi profonds que l'émancipation des femmes et la diminution du taux de natalité. Tout a commencé avec les ateliers de finition créés dans les années 80. Puis l'industrie du vêtement a progressivement intégré toutes les étapes situées en amont, jusqu'à la filature et au tissage des étoffes. Après l'agriculture et la pêche, c'est la branche de l'économie qui fournit le plus d'emplois.



Gal Meir / Shil Pictures

Mais le marché mondial n'a pas manqué d'imposer sa loi au Bangladesh. Une mécanisation croissante de la fabrication textile tend à réduire le nombre d'emplois. La migration vers les villes – également due au succès de l'industrie de l'habillement – se poursuit malgré tout, faisant de la capitale une poudrière politique et sociale.

Les partis profitent de la situation et font de belles promesses pour séduire de nouveaux adhérents. Les islamistes sont ainsi parvenus à gagner des électeurs ces dernières années, alors que le nationalisme bangladais avait longtemps réussi à éviter toute politisation de la religion. Une partie de la faute en revient aux deux principales formations politiques, la Ligue Awami et le BNP. Ces partis sont dirigés par deux femmes appartenant à des familles très impliquées dans les violences qui ont déchiré le pays pendant les premières décennies de l'indépendance. Le poids du passé nourrit en elles une aversion réciproque qui marque depuis plus de dix ans la vie politique du pays.

Ce climat a même contaminé les organes de l'État – police, justice et administration – à tel point que le droit et l'ordre sont de plus en plus souvent bafoués par des vendettas personnelles ou partisans. Les assassinats politiques sont en augmentation et le Bangladesh a le douteux privilège d'occuper le premier rang dans le classement mondial de la corruption.

La rivalité entre Khaleda Zia et Sheikh Hasina, respectivement veuve et fille de dirigeants assassinés, risque d'anéantir les énormes progrès que les ONG et les femmes bangladaises ont pu obtenir durant les deux dernières décennies. ■

(De l'allemand)

* Bernard Imhasly est correspondant de la « Neue Zürcher Zeitung » en Asie. Il est basé à New Delhi.

Le Bangladesh et la Suisse

De la formation à la bonne gouvernance

(bf) La coopération entre la Suisse et le Bangladesh a débuté peu après la déclaration d'indépendance, en 1971. Au début, il s'agissait surtout d'apporter une aide d'urgence et d'assurer l'approvisionnement alimentaire. Peu à peu, la coopération s'est muée en un vaste programme visant à soutenir le développement durable. En 2005, l'aide suisse se montera à environ 14,5 millions de francs. Sur le plan géographique, les activités se concentrent sur la province de Rajshahi, dans le nord-ouest, et sur le district de Sunamganj, au nord, qui comptent parmi les régions les plus pauvres du pays. Du point de vue thématique, le programme met l'accent sur les quatre domaines suivants :

Formation : Divers projets favorisent la scolarisation des enfants n'ayant pas accès aux écoles publiques, ainsi que la formation des jeunes et des adultes, en particulier des femmes et des jeunes filles. D'autres mesures portent sur une amélioration du contexte et visent à soutenir le système scolaire en général.

Promotion des petites entreprises : Le dévelop-

pement ciblé du petit crédit et de l'épargne, ainsi que la promotion des marchés commerciaux et des services, apportent un appui aux plus démunis. Ces mesures devraient en effet ouvrir des marchés aux petites et moyennes entreprises tout en créant de nouveaux emplois pour les plus pauvres.

Exploitation durable du sol : Un programme est en place depuis longtemps pour soutenir l'agriculture, la sylviculture et la culture maraîchère pratiquée par les petits paysans. Un réseau de pépinières certifiées garantit la mise sur le marché de plants d'excellente qualité (des manguiers notamment). Dans le domaine de l'agroforesterie, on prévoit d'améliorer l'accès des plus pauvres aux technologies et à l'information.

Bonne gouvernance à l'échelon local : Le soutien accordé aux autorités locales et aux organisations de la société civile doit permettre de garantir que les prestations publiques prennent en compte les intérêts des plus démunis. Il vise également à renforcer la collaboration entre la population et les responsables locaux.

Faits et chiffres

Nom

République populaire du Bangladesh

Capitale

Dhaka (env. 12 millions d'habitants)

Population

140 millions d'habitants
Avec une densité démographique de quelque 950 habitants par kilomètre carré, le Bangladesh est le pays le plus densément peuplé de la planète (à l'exception des villes-États).

Superficie

144 000 km²

Langues

Langue officielle : bengali
Langues minoritaires : ourdou, hindou et plusieurs langues tribales ; l'anglais est répandu dans les grandes villes.

Religions

Musulmans : env. 83%
Hindous : env. 16%
Bouddhistes, chrétiens : moins de 1% pour chaque groupe

Produits d'exportation

Vêtements, produits en jute, cuir, poisson et fruits de mer surgelés

Climat

Six saisons : été, saison des pluies, automne, fin de l'automne, hiver et printemps. Durant la mousson, qui dure de mai à octobre, des centaines de fleuves sont en crue, sur une longueur totale d'environ 24 000 kilomètres et plus de 30% des terres sont inondées. Fréquentes catastrophes naturelles (cyclones, pluies diluviennes, inondations et sécheresse).

Repères historiques

Le Bangladesh, dont le nom signifie «pays où l'on parle bengali», est la partie orientale du Bengale historique. Mais la partie occidentale, soit l'État indien du Bengale occidental, parle elle aussi bengali. Le Bengale se situe à l'est du sous-continent indien, dont il a été à certaines époques la région la plus prospère. Malgré ses particularités, sa culture a toujours appartenu à celle du sous-continent.

3^e s. av. J.-C. Les empereurs Maurya règnent sur le sous-continent indien.

750-1197 Le Bengale connaît une période de prospérité économique sous la dynastie bouddhiste Pala.

1608 Dhaka devient une capitale provinciale de l'Empire moghol. Le Bengale s'ouvre au commerce maritime international. Sous l'influence perse, la culture musulmane atteint son apogée intellectuelle.

1740 Fin du règne moghol. Le pouvoir est repris par les nababs du Bengale.

1757 Les Anglais battent les Français à Plassey. Cette victoire confirme la domination britannique sur le sous-continent indien.

1857 Premier soulèvement de régiments indiens contre la puissance britannique.

1947 Fin de la domination coloniale britannique sur le sous-continent. Au moment de l'indépen-

dance, le Bengale oriental – en majorité musulman – devient la province orientale du Pakistan. Mais il est séparé du reste du Pakistan occidental par quelque 2000 kilomètres de territoire indien.

1971 Après une guerre brève mais sanglante, qu'il remporte avec le soutien de l'Inde, le Pakistan oriental obtient son indépendance sous le nom de Bangladesh.

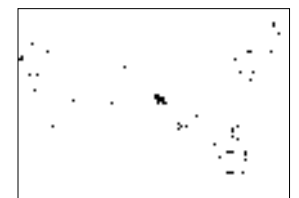
1975 Le 15 août, le «père de la nation» Mujibur Rahman et sa famille sont assassinés. Seules deux filles, en séjour à l'étranger, survivent. L'une d'elles, Sheikh Hasina, deviendra premier ministre.

1976-1981 Ziaur Rahman, commandant en chef de l'armée, prend le pouvoir et dirige le pays en s'appuyant sur une constitution présidentielle. Il est assassiné le 30 mai 1981.

1991-1996 Le parti national du Bangladesh (BNP) s'impose comme le grand vainqueur des élections législatives de février 1991. Sa présidente Khaleda Zia, veuve de Ziaur Rahman, accède au poste de premier ministre.

1996-2001 Les élections du 12 juin 1996 portent au pouvoir la Ligue Awami, dirigée par Sheikh Hasina. Cette dernière forme le gouvernement.

2001 Une alliance de quatre partis, emmenés par le BNP, gagne les élections. Khaleda Zia est à nouveau cheffe du gouvernement.



La bureaucratie à l'école des pauvres



Shaikh Maqsood Ali est docteur en économie de l'Université de Leeds, en Grande-Bretagne. Il a débuté sa carrière comme professeur à l'Université de Dhaka, avant de travailler dans différents ministères du gouvernement du Bangladesh. Aujourd'hui à la retraite, il reste président de la Shadharan Bima Corporation, rédacteur en chef du *District Gazetteer* et membre de la Commission indépendante d'Asie du Sud pour la réduction de la pauvreté, mise sur pied par le gouvernement du Bangladesh. En outre, M. Maqsood Ali préside le Groupe de travail du gouvernement pour la réduction de la pauvreté et le Centre bangladais du développement humain. Il fait partie du Réseau pour l'avenir de l'Asie du Sud, basé au Sri Lanka. Il a publié nombre de documents sur l'administration publique, la gestion et la pauvreté.

Je suis entré au service du gouvernement en 1959. Ma formation initiale a eu pour cadre l'Académie de l'administration publique et l'Académie du développement rural. Pendant cette période, j'ai été confronté à la question suivante : « Quel rôle les fonctionnaires doivent-ils jouer dans l'administration et dans le développement afin de répondre aux besoins de la population ? » L'Académie de l'administration publique était favorable à une plus grande centralisation de la gestion publique. En matière de développement, elle préconisait un « rôle actif » de la bureaucratie et un « rôle passif » de la population en général. L'Académie du développement rural souhaitait que le pouvoir de décision soit davantage délégué aux citoyens, pour que ces derniers puissent participer activement au processus de développement.

Dans le but de transformer les paysans passifs en acteurs du développement, cette académie, basée à Comilla, proposait un mécanisme simple : amener les petits paysans à créer leurs propres organisations et à se regrouper ; faire en sorte qu'ils aient un accès direct au crédit, à l'eau pour l'irrigation et à d'autres moyens de production essentiels ; veiller à ce que les paysans et toutes les autres personnes œuvrant pour le développement rural bénéficient d'une formation appropriée aux techniques de production agricole améliorée et d'ingénierie sociale ; garantir que l'accroissement de la production agricole serve à développer des industries liées à l'agriculture dans les zones rurales.

La stratégie proposée par l'académie de Comilla s'appuyait sur cet axiome de base : les paysans sont intelligents et efficaces ; ils possèdent leurs propres méthodes pour identifier un problème, prendre des décisions et planifier des activités. L'appareil administratif doit faire preuve de la patience nécessaire pour apprendre ce que les paysans ont à lui enseigner, au lieu de supposer d'emblée qu'ils sont ignorants et qu'il faut contrôler sans cesse ce qu'ils font.

La banque Grameen et la fondation Palli Karma-Sahayak (PKSF) sont apparues dans les années 80 et 90. Ces organisations financières novatrices ont montré qu'il était possible d'élargir le concept de microcrédit aux pauvres des zones rurales. Toutes deux ont mis au point leurs propres stratégies de mobilisation sociale, afin de fournir des crédits sans exiger de garanties financières (contrairement à ce que font les banques commerciales classiques). Par la suite, Grameen est devenue la « banque des pauvres », une grande partie de ses titres de propriété ayant été transférés à ses clients. Pour sa part, la PKSF accorde des prêts aux pauvres par l'intermédiaire d'un certain nombre d'ONG partenaires.

Aujourd'hui, le réseau constitué par la banque Grameen, la PKSF et d'autres ONG réunit quelque 12 millions de débiteurs, pour la plupart des femmes. Mieux encore : le taux de remboursement est très élevé, puisqu'il atteint 95 pour cent. Alors que l'expérience entre dans sa deuxième phase, les emprunteurs demandent des prêts plus élevés pour créer des petites et des micro-entreprises. De plus, divers ministères du gouvernement bangladais réalisent des projets en faveur des pauvres.

L'effort consenti a porté ses fruits : grâce au microcrédit, les pauvres (en particulier les femmes) ont sensiblement amélioré leur situation économique (épargne, investissement et revenu), leur situation sociale (planning familial, meilleure position dans la société, amélioration de la santé maternelle et infantile, accès à l'eau potable et assainissement, alphabétisation, scolarisation, etc.) ainsi que leur situation politique (prise de conscience sociopolitique et plus grande autonomie). Depuis quelques années, un nombre croissant de femmes pauvres siègent dans les institutions gouvernementales locales. ■

(De l'anglais)



GILMOTT / SHILL PICTURES



Comment définir une aide juste ?

Il est bon de confronter des opinions divergentes, surtout lorsque celles-ci peuvent contribuer de manière constructive à la recherche de solutions. Cette règle s'applique également à la politique de développement et à sa mise en œuvre dans le cadre de la coopération au développement. Si de fins esprits se penchent sur le passé et donnent des pistes pour l'avenir, ils doivent eux aussi se soumettre à la critique et rallier d'autres gens à leur avis. Mais que faire lorsque des propositions novatrices ne suscitent aucune réaction ? C'est le sort qui a été réservé aux idées contenues dans le Consensus de Copenhague. Un groupe de scientifiques a réfléchi à la meilleure utilisation possible d'un montant supplémentaire de 50 milliards de dollars qui serait attribué à l'aide au développement. Pourtant, ni l'ONU, ni l'OCDE, ni les banques de développement n'ont pris la peine d'examiner attentivement ces idées intéressantes. Le lien avec la réalité était manifestement trop ténu. Ou alors les Objectifs du Millénaire sont tellement bien acceptés qu'ils accaparent toute l'attention.

Mais comment définir ce qui est juste en matière de coopération au développement ? S'agit-il de projets réalisés de manière efficace ? N'arrive-t-il pas aussi que l'on commette des erreurs en travaillant avec une grande efficacité ? Ce qui est juste, c'est d'évaluer les programmes et les projets en fonction des objectifs qui ont été fixés. Il est important que la conception et la mise en œuvre de la coopération se fondent sur la participation et le partenariat. En d'autres termes, l'aide la plus juste ou la meilleure n'est pas nécessairement celle qui correspond aux vues sublimes de faiseurs d'opinion autoproclamés.

Ce qui est juste, c'est de mettre en œuvre par des mesures appropriées les objectifs qui ont été déterminés avec nos partenaires du Sud et de l'Est dans le cadre de processus ouverts et communs. De tels

processus donnent naissance à des programmes par pays qui ont leur propre profil et peuvent être réalisés avec succès. Le jeu de l'offre et de la demande fonctionne aussi dans ce domaine, à cela près qu'il ne débouche pas sur la formation d'un prix comme pour des produits normaux, mais sur un partenariat visant à atteindre ensemble un objectif. Dans son essence, le profil de la coopération suisse au développement est forgé par nos partenaires.

En principe, la concentration des moyens – c'est-à-dire le fait de coopérer avec un nombre limité de pays – garantit une plus grande efficacité. Mais cela ne suffit pas. Souvent, il s'agit plutôt de trouver le bon dosage. Supposons qu'avec 100 litres d'eau je parvienne à faire pousser quatre jeunes arbres. On me dira « c'est très bien ». Mais si des calculs plus précis montrent que la même quantité d'eau suffit pour dix arbres, que se passe-t-il ? On aurait alors une solution plus efficace. Malgré tout, il se trouverait certainement des mauvaises langues pour critiquer ce choix en disant qu'il répond au « principe de l'arrosoir ».

Les acteurs suisses de la coopération au développement s'emploient à obtenir les meilleurs résultats en engageant avec efficacité les moyens disponibles. Ils empruntent différentes voies pour y parvenir. La pluralité des opinions est nécessaire. Il faut mener un débat, également avec des non-spécialistes, sur ce qui est juste dans la coopération au développement. Cela suppose toutefois de l'intérêt, une information suffisante et une compréhension mutuelle. ■

Walter Fust
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Des réseaux d'alarme avec les moyens



Alex Wicht / DDC (3)

La DDC aux premières loges

Depuis qu'elle siège de plein droit aux Nations Unies, la Suisse voit croître son rôle et son influence dans certains conclaves, notamment ceux où il est question de coordination internationale de l'aide humanitaire. Ainsi, lors de la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, en janvier 2005 à Kobe, c'est Marco Ferrari, directeur suppléant de l'Aide humanitaire de la DDC, qui a dirigé le comité chargé de rédiger la Déclaration finale et surtout le Programme d'action de Hyogo 2005-2015. Au terme de cinq jours de discussions souvent animées, ce groupe a trouvé un compromis qui a obtenu l'aval de toutes les parties concernées. Le Programme d'action servira de «feuille de route», de cadre de référence aux mesures concrètes qui devront être prises dans les dix années à venir pour diminuer les risques et la vulnérabilité des populations exposées aux dangers naturels. Il met l'accent sur les liens existant entre les mesures de prévention, le développement durable et la réduction de la pauvreté.

Le tsunami dévastateur du 26 décembre 2004 a rappelé que les systèmes de lutte contre les cataclysmes naturels font encore cruellement défaut, car ils sont beaucoup trop chers pour bien des pays. Au niveau des réseaux d'alerte et de la prévention, des solutions plus simples et moins onéreuses peuvent épargner des milliers de vies humaines. De Jean-Philippe Jutzi*.

Plus que toute autre catastrophe naturelle, le tsunami a montré à quel point la prévention est un facteur capital pour la protection des populations vivant dans des zones à risques. Ce raz-de-marée a ravagé les côtes du Sud-Est asiatique et fait quelque 300 000 morts. Dans les jours qui ont suivi la tragédie, des voix se sont élevées pour dénoncer l'absence totale de mesures de prévention dans plusieurs pays. On a reproché à la communauté internationale de n'avoir pas su imposer un système d'alerte dans l'océan Indien comme il en existe dans le Pacifique.

Contrastant avec les images de désolation, d'apocalypse presque, qui ont fait le tour de la planète, des milliers d'experts, de scientifiques et de hauts fonctionnaires se sont réunis du 18 au 22 janvier 2005 dans un luxueux centre de conférences à Kobe, au Japon. La réduction et la prévention des dangers naturels figuraient précisément au pro-

gramme de leurs délibérations. Prévue de longue date, cette conférence internationale devait faire le point dix ans après le tremblement de terre qui a secoué Kobe en 1995. Le terrible bilan du tsunami a eu pour conséquence de braquer les projecteurs sur la ville nipponne et d'augmenter la pression sur les participants, les poussant à trouver des solutions.

De grands chantiers à entreprendre

Aussi compétents fussent-ils, les experts ne sont pas parvenus en quelques jours à élaborer LA solution miracle. Ils ont adopté une déclaration finale et un plan d'action pour les années 2005 à 2015, mais ces textes ne constituent qu'un point de départ, un catalogue de pistes à suivre et de grands chantiers à démarrer. En effet, la prévention et la réduction des dangers ne se bornent pas à quelques mesures techniques comme la mise en place de systèmes d'alerte rapide. Sur l'île indonésienne de Sumatra,

par exemple, cela n'aurait de loin pas suffi : les vagues monstrueuses du tsunami ont frappé la côte ouest une demi-heure seulement après le séisme sous-marin. Un laps de temps bien trop court pour faire évacuer des centaines de localités et des centaines de milliers de personnes.

La réunion de Kobe a montré que la prévention et la préparation aux catastrophes naturelles s'inscrivent dans un cadre beaucoup plus global. Elles ne doivent plus être l'apanage exclusif des pouvoirs publics et des experts, mais au contraire devenir l'affaire de tous, de la société dans son ensemble, secteur privé et particuliers compris. Ceci implique la mise en œuvre de mécanismes nouveaux. Il s'agit surtout d'améliorer la formation et l'éducation des populations concernées, ainsi que la communication et l'échange de données. À l'invitation de la DDC et de la Stratégie internationale pour la prévention des catastrophes (ISDR), une conférence de suivi s'est tenue à Genève en février. Une feuille de route va maintenant fixer des objectifs concrets et établir un calendrier des actions à entreprendre.

La mise en place de systèmes de prévention est une tâche considérable, qui nécessite des investissements colossaux. Le directeur de l'ISDR Salvano Briceño ne le répètera jamais assez : les connaissances et les capacités existent ; mais ce qui manque cruellement, c'est la coordination, un suivi régulier des actions entreprises et un financement stable de



l'ISDR. Son message aux bailleurs de fonds et à la communauté internationale est clair : ce n'est pas le moment de réduire les contributions.

La radio et les mosquées

On l'a vu à Kobe, les solutions techniques existent. Les Japonais ont développé un savoir-faire remarquable, issu de leurs expériences passées, en matière de lutte contre les effets dévastateurs des dangers naturels. Ils ont notamment mis au point un système de gigantesques pistons pneumatiques, qui sont fichés dans les fonds marins à une distance respectable des côtes menacées par des raz-de-marée. Destinés surtout à protéger les ports, les pistons s'érigent comme une immense barrière en cas d'alerte. Le cas échéant, ils auront un effet de brise-lame qui cassera la vague avant qu'elle ne vienne se fracasser sur le rivage. De leur côté, les pays occidentaux les plus exposés aux éboulements, glissements de terrain et séismes ont développé des technologies qui s'avèrent très efficaces. Mais celles-ci nécessitent des investissements que les pays en développement ne peuvent se permettre. Les réseaux d'alarme restent donc les solutions les plus raisonnables à mettre en œuvre. Et il n'est pas forcément nécessaire d'installer des sirènes avec la densité que l'on connaît en Suisse : les radios ou, dans les pays musulmans, les haut-parleurs des mosquées peuvent parfaitement remplir ce rôle. Combinés avec une information simple mais ciblée des populations concernées, ces systèmes permettront d'épargner nombre de vies humaines. ■

**Jean-Philippe Jutzi est porte-parole de l'Aide humanitaire de la DDC. Il a participé à la Conférence mondiale sur la prévention des catastrophes naturelles, qui s'est tenue à Kobe (Japon) en janvier 2005.*

Stratégie globale

La protection de l'environnement ne doit pas être un luxe réservé aux pays riches. Elle est tout aussi indispensable aux pays en développement, même si ces derniers n'ont pas les moyens de la financer. Seule la solidarité internationale permettra de relever ce défi planétaire. L'action de l'homme est pour beaucoup dans certaines catastrophes naturelles. Il suffit de mentionner la déforestation, la pollution de l'eau ou l'effet de serre pour s'en persuader. Cette évolution néfaste n'est pas inéluctable : les huit Objectifs du Millénaire pour le développement, fixés par les Nations Unies en 2000, indiquent les pistes à suivre. La première passe par une réduction de la pauvreté extrême et de la faim dans le monde. Une autre en appelle à l'intégration des principes du développement durable dans les politiques nationales et à un approvisionnement pour tous en eau potable. Même si les liens ne sont pas évidents, la prévention des dangers naturels, la réduction de la pauvreté, l'accès à la formation et la politique environnementale participent d'une même stratégie globale.



Santiago, une ville à vous couper le souffle

Santiago du Chili est la deuxième métropole la plus polluée d'Amérique latine, juste après Mexico. Les poussières fines, capables de pénétrer dans les poumons, sont particulièrement nocives. Elles sont présentes dans les gaz d'échappement des véhicules à moteur diesel. Avec l'appui de la DDC, les bus municipaux seront bientôt équipés de filtres à particules.



Rob Cousins / Panor / Stratis

Mille fois plus de poussières fines

Les filtres à particules sont aux moteurs diesel ce que les catalyseurs sont aux moteurs à essence. Ils peuvent retenir jusqu'à 99% des particules de suie cancérogènes. Si les moteurs diesel rejettent dans l'atmosphère environ 12% de moins de gaz carbonique (CO₂) que des moteurs équivalents à essence, ils émettent en revanche trois fois plus d'oxyde d'azote et jusqu'à mille fois plus de particules fines de suie capables de pénétrer dans les poumons. Nombre d'associations écologistes exigent par conséquent l'introduction de filtres à particules pour les véhicules diesel. À ce jour, quelque 500 000 voitures en sont déjà équipées dans le monde.

(mr) Santiago se réveille. Les premiers rayons du soleil baignent la capitale chilienne d'une douce lumière. Du sommet de la colline Cerro San Cristóbal, on jouit d'une vue extraordinaire sur cette métropole de 6,5 millions d'habitants. L'air n'est pourtant pas toujours très limpide, car un immense nuage de pollution reste souvent accroché toute la journée au-dessus de la ville, surtout en hiver.

Environ 40 pour cent de la population chilienne est concentrée dans la capitale. Les trois lignes de métro ne couvrent qu'une part minime du trafic urbain. La quasi totalité des transports publics est assurée par quelque 7700 bus qui sillonnent quotidiennement les rues de la ville. Les autorités sont préoccupées par le dépassement des valeurs limites concernant les poussières fines, et plus spécialement les particules cancérogènes rejetées dans l'atmosphère par les moteurs diesel. Les bus sont les principaux responsables de cette pollution. Des mesures ont montré que 25 pour cent des émissions de suie de diesel sont dues exclusivement aux bus municipaux.

Des filtres pour un air plus pur

«Les responsables locaux ont pris conscience de la gravité de la situation et s'efforcent depuis plusieurs années de diminuer la pollution en appliquant un nouveau concept dans le domaine des transports publics», explique René Grossmann, un expert des filtres à particules. Le parc des bus de la ville sera réduit à 5500 unités plus grandes et plus modernes. Leurs moteurs seront équipés de filtres capables de retenir 99 pour cent des particules de suie.

Seuls les bus répondant aux normes environnementales peuvent participer à la répartition des concessions, qui se déroule en 2005. M. Grossmann estime qu'entre 3000 et 4500 bus seront équipés de filtres à particules avant la fin de l'année. Soutenu par la DDC, le projet a pour objectif de diminuer d'environ 25 pour cent les émissions de poussières fines. «L'année prochaine, il ne devrait plus y avoir d'alerte au smog à Santiago», espère René Grossmann. ■

(De l'allemand)

Une nouvelle section chez les humanitaires

(juj) Depuis le début de 2005, le domaine Aide humanitaire de la DDC compte une section géographique de plus : la NONA – abréviation alémanique correspondant à la région du Proche-Orient et de l’Afrique du Nord. La création de cette section opérationnelle n’implique pas de modifications dans les effectifs du personnel ni dans le budget. Il s’agit en fait d’une réorganisation interne destinée à augmenter la flexibilité et à rétablir l’équilibre des tâches entre les sections. Dirigée par un tandem féminin (Barbara Dätwyler et sa suppléante Burgi Roos), la nouvelle section peut compter sur l’apport de quatre chargés de programme et de trois assistantes administratives. La section

NONA couvre le Maghreb, l’Égypte, Israël, la Jordanie, le Liban, la Syrie, la Turquie, l’Irak, l’Iran et la Péninsule arabique. Elle est notamment chargée du dossier complexe de l’aide humanitaire aux réfugiés palestiniens, qu’ils vivent en Cisjordanie, à Gaza, en Jordanie, en Syrie ou au Liban. Elle a également repris à son compte le dossier «Prévention et préparation», appelé à jouer un rôle grandissant en ce qui concerne la réduction des risques de catastrophes naturelles. Des régions comme la Turquie, l’Iran et le Maghreb sont en effet souvent frappées par de violents tremblements de terre.

Égalité des chances

(abb) Les femmes ne portent pas seulement la moitié du ciel sur

leurs épaules. Elles doivent également jouer un rôle équivalent à celui des hommes dans la coopération au développement et l’aide humanitaire. Il s’agit de respecter l’égalité des sexes, mais aussi de mieux intégrer dans le travail de la DDC la perspective des femmes et leurs réalités quotidiennes. La politique de promotion de l’égalité est en vigueur depuis 1997 à la DDC. Elle a pour but d’assurer une représentation paritaire des deux sexes parmi les chargés de programme, de favoriser l’accession des femmes aux postes de cadres, de leur fournir les moyens de concilier famille et travail, et d’intégrer l’égalité dans la culture d’entreprise. Sur le plan quantitatif, la plupart des objectifs intermédiaires ont déjà été atteints : près de 40 pour cent des

chargés de programme sont des femmes, et la direction compte trois femmes parmi ses dix membres. Les objectifs ont même été dépassés au niveau des cadres inférieurs (suppléants de chefs de section). Mais le principal défi concerne les cadres supérieurs : en misant sur l’égalité des chances à la base, la DDC espère que les femmes seront également plus nombreuses, d’ici quelques années, parmi les chefs de section et les coordinateurs.

Au fait, qu’est-ce que la *pro-poor growth* ?

(bf) La notion de «croissance en faveur des pauvres» est plus connue sous son nom anglais de *pro-poor growth*. Elle est apparue dans le cadre des Objectifs du Millénaire pour le développement, qui visent notamment à réduire de moitié l’extrême pauvreté et la faim d’ici 2015. La *pro-poor growth* suppose la mise en œuvre d’une stratégie de lutte contre la pauvreté qui associe des mesures politiques destinées à promouvoir la croissance et des interventions spécifiques en faveur des couches les plus défavorisées de la population.

Pour la DDC, il existe deux définitions de la *pro-poor growth*. D’une part, la croissance bénéficie en priorité aux pauvres lorsque le revenu moyen des couches défavorisées augmente dans une plus grande mesure que le revenu moyen des catégories non pauvres de la population. Ainsi, les différences de revenus diminuent. D’autre part, la croissance est au service des pauvres lorsque ceux-ci en profitent en chiffres absolus. Cependant, cette définition se fonde uniquement sur les revenus, sans tenir compte de la répartition des richesses.

Lorsque la DDC élabore des stratégies de lutte contre la pauvreté, elle met l’accent sur les relations entre pauvreté, croissance et répartition des richesses. La situation des pauvres – c’est-à-dire les personnes qui doivent vivre avec moins d’un dollar par jour – dépend de deux éléments : la croissance économique et la répartition des richesses au sein de la société. Lorsque le revenu moyen augmente dans un pays et que cette répartition reste identique, une partie de la population peut s’extraire de la pauvreté. Il en va de même lorsque le revenu est mieux réparti vers

le bas. À côté de ces effets directs, on observe également des effets indirects : la croissance peut atténuer les inégalités, donc réduire la pauvreté ; et une répartition plus équitable peut stimuler les incitations à encourager la croissance économique. L’accès au travail, au capital, à la formation et à la santé occupe une place importante dans les mécanismes de redistribution. Il s’agit donc de lui accorder une attention particulière.



WORLD/STERN/afp

Comment coopérer quand



Stanley Greene / Agence VU

Sud-Soudan

FORUM

Un nombre croissant de pays sont entraînés dans une spirale de pauvreté, d'insécurité et de violence. La communauté internationale cherche aujourd'hui des concepts et des stratégies qui lui permettraient d'apporter à ces États dits « fragiles » une aide plus efficace et plus durable. De Gabriela Neuhaus.

Peut-on sauver les États fragiles ?

« La sécurité ne suffit pas pour faire fonctionner un État, mais un État ne peut guère fonctionner sans sécurité. (...) La diplomatie, la politique de sécurité, la politique de développement classique, la promotion de la démocratie et la prévention des conflits offrent une vaste palette d'instruments ; il reste néanmoins à les adapter si l'on veut s'en servir pour empêcher la chute d'un État ou reconstruire un État délabré. »

Stefan Mair, fondation Science et Politique, Berlin

Il y a plus de 40 ans que la coopération suisse au développement est active au Népal. Depuis quelque temps, elle se heurte toutefois à des difficultés croissantes, car la situation politique s'est gravement détériorée. L'histoire récente a été marquée par une succession de gouvernements faibles et instables. Le dernier épisode s'est joué en février dernier : le roi a fomenté un putsch pour s'emparer du pouvoir, puis il a décrété l'état d'urgence. Profitant de la faillite de l'autorité centrale, des rebelles maoïstes font régner l'insécurité dans nombre de régions depuis le milieu des années 90. Cette guerre civile a déjà fait plus de 10 000 morts.

Dans un tel contexte, les interrogations sur le rôle de la coopération se posent avec plus d'acuité que dans un pays pauvre dont les structures étatiques fonctionnent relativement bien. Les avis divergent

principalement sur cette question centrale : la coopération au développement peut-elle contribuer à résoudre les conflits ou la résolution du conflit politique est-elle une condition préalable à une lutte efficace et durable contre la pauvreté ?

Si les pays donateurs appliquaient strictement l'exigence de « bonne gouvernance » pour coopérer avec un État, le Népal serait provisoirement privé de toute coopération à long terme. Or une étude de la Banque mondiale vient de conclure que de tels pays ont précisément besoin d'une aide accrue.

Les séquelles du colonialisme

Un vaste débat international porte sur les moyens d'apporter de l'aide aux États fragiles. Le Népal n'est pas un cas unique. De plus en plus de pays sombrent dans une situation où l'État n'est plus en

L'État est défaillant ?

mesure d'assurer la sécurité de ses citoyens. La Côte d'Ivoire – qui a longtemps passé pour un modèle en Afrique – le Congo, le Soudan, la Colombie et l'Afghanistan ne sont que quelques-uns des pays considérés aujourd'hui comme des « partenaires difficiles » en raison de leur instabilité politique.

« De manière générale, les institutions étatiques de ces pays sont faibles. Dans bien des cas, cette situation est liée aux séquelles du colonialisme », déclare Günther Bächler, chef de la section Prévention et transformation des conflits à la DDC. Plusieurs types d'événements – toujours combinés avec une pauvreté endémique – peuvent engendrer des situations explosives : la chute de dictatures, une dérive dans la formation des nations ou des États, la défense d'intérêts particuliers par des groupes de population, les luttes de pouvoir entre élites, les guerres civiles et les situations postconflituelles.

La population peut à tout moment être exposée à la violence et la guerre est latente. Dans de telles conditions, il est difficile, voire impossible, de recourir aux formes classiques de la coopération au développement, qui misent sur le long terme. « Le principal problème qui se pose aux agences gouvernementales de développement, comme la DDC, porte sur la définition du partenariat lorsqu'il n'est pas possible de collaborer avec le gouvernement du pays bénéficiaire », souligne Günther Bächler.



Philip Blenkinsop / Agence VU

Népal

On se contente alors le plus souvent d'apporter une aide d'urgence à la population touchée, notamment dans les camps de réfugiés, en fournissant des denrées alimentaires, des tentes et des soins médicaux. Cette aide humanitaire n'est soumise à aucune condition politique, mais elle ne revêt généralement pas le caractère durable qui est recherché par la coopération au développement.

Plusieurs noms pour un même problème

Les pays en développement dont l'appareil d'État est affaibli ou totalement inopérant constituent un groupe qui ne cesse de croître. Le problème est connu et largement débattu à l'échelon international. Différentes expressions sont utilisées pour désigner ce genre de situation : l'Union européenne et la Suisse se réfèrent à des « États fragiles » ; l'ONU classe ces pays sous l'expression « problèmes de transition » ; l'OCDE évoque un nombre indéterminé de « partenariats difficiles » (*difficult partnership countries*) ; enfin, la Banque mondiale a dressé une liste précise des « pays à faible revenu en difficulté » (*low income countries under stress - LICUS*). Cette variété linguistique reflète la situation actuelle : faute d'expérience suffisante, la notion d'État fragile n'a pas encore de contours précis, de sorte qu'il n'existe pas (encore) de stratégie cohérente pour s'attaquer au problème.



Afghanistan



Paul Harrison / Still Pictures

d'inclure la situation existante dans l'élaboration et la réalisation de projets de coopération. «Dans les États fragiles, la collaboration avec les partenaires locaux est bien plus importante que dans d'autres pays. Mais il faut être extrêmement souple et réagir immédiatement aux changements», explique Günther Bächler.

La coopération ne dispose pas de recette toute faite pour travailler dans les États fragiles, car chaque situation a ses particularités. Néanmoins, il existe des problèmes récurrents, comme l'exode des compétences. Dans le sud du Soudan, le travail de reconstruction est actuellement assuré pour l'essentiel en collaboration avec des partenaires kenyans, étant donné que tous les Soudanais instruits ont quitté la région. Pour prévenir ce type de situations, on devrait par exemple intervenir le plus tôt possible dans les contextes fragiles, en soutenant davantage la formation sur place.

Transition délicate

Les États fragiles se distinguent par un grand potentiel conflictuel. Il importe donc d'examiner attentivement toutes les répercussions possibles de l'aide d'urgence et de la coopération à long terme. Même des actions bien intentionnées peuvent avoir des effets désastreux. «Il faut veiller davantage aux aspects politiques. Cela se fait déjà dans de nombreux cas. Nous disposons aujourd'hui d'une meilleure analyse du contexte, car nous suivons de près l'évolution politique dans nos pays partenaires. Ce qui nous manque encore, c'est une stratégie efficace pour passer de l'aide d'urgence à la coopération au développement», constate Günther Bächler.

Ce passage préoccupe également les bailleurs de fonds au niveau international. L'Union européenne le considère comme l'un des défis les plus urgents qui se posent à la communauté internationale. La Norvège a fait de la transition le troisième volet de ses activités, aux côtés de l'aide humanitaire et de la coopération au développement. La DDC va, elle aussi, examiner cette possibilité. La coopération avec les États fragiles figure en tête de ses priorités pour 2005. En collaboration étroite avec des partenaires internationaux, elle entend élaborer des stratégies qui guideront son action future et déterminer si la coopération avec les États fragiles doit constituer un secteur d'activités en soi. ■

(De l'allemand)

Colombie

Pour Jörg Frieden, responsable du bureau de la coopération suisse à Katmandou, le fait de se limiter à l'aide d'urgence comporte toutefois certains risques, comme le montre la situation du Népal: «Ce conflit ouvert a aggravé la misère des pauvres dans les zones rurales et créé de nouveaux groupes vulnérables. Malgré cela, les structures sociales et les mécanismes de survie traditionnels continuent de fonctionner: dans cette situation, l'aide d'urgence ferait plus de mal que de bien. Il s'agit donc d'assurer une aide directe, de défendre les droits de l'homme et d'atténuer le conflit dans le cadre d'une coopération prudente, orientée aussi bien sur les besoins à court terme que sur les enjeux à long terme.»

En quête de nouvelles stratégies

La communauté internationale des donateurs est unanime sur ce point: la phase de transition entre la guerre et la paix comprend des enjeux très spécifiques, qui exigent un engagement supplémentaire, de nouveaux instruments de coopération et une meilleure coordination internationale. De nouvelles stratégies ont été envisagées lors d'un forum international sur «l'efficacité de l'aide dans les États fragiles», organisé en janvier dernier à Londres. Les spécialistes ont conclu que l'aide d'urgence constitue une base essentielle pour une coopération ultérieure, mais qu'il est indispensable de s'engager à long terme (jusqu'à dix ans) pour aider durablement les États fragiles.

Il s'avère en outre particulièrement difficile de reconnaître et de renforcer l'État en place tout en exigeant une bonne gouvernance. Lorsque l'ancien pouvoir politique s'est morcelé entre différents groupes d'intérêts et d'influence, on ne peut éviter

État et globalisation

La globalisation ne marque pas le déclin de l'État. Au contraire, «l'État est l'enfant de la globalisation» et l'autorité de l'État est renforcée sous couvert de libéralisation et de privatisation. À rebours des discours néolibéraux ou altermondialistes, Jean-François Bayart propose une vision radicalement nouvelle dans son livre *Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*. Spécialiste de droit comparé et de l'historicité de l'État, le chercheur français considère que l'État fragile ou «État failli» est une figure imaginaire née de la globalisation. La vraie question qui se pose aujourd'hui est celle de la privatisation de l'État. Jean-François Bayart: «*Le gouvernement du monde. Une critique politique de la globalisation*», Paris, Fayard, 2004

Hommage aux Africaines

Les femmes africaines sont la colonne vertébrale, l'épine dorsale, le repose-tête, le repose-pied, le sein, les bras du continent. Elles sont partout. Dans les marchés, les champs, les usines, les bus, les avions, les taxis-brousse, sur les routes, à vélo, à pied. Dans les sociétés traditionnelles, la répartition des tâches leur attribuait l'alimentation, l'éducation et l'habillement de la famille. Ainsi, les femmes étaient déjà conditionnées à mener des activités de développement pour assurer la vie. Avec son idée réductrice de la femme en général, à l'instar de la sienne, bonne épouse entretenue, le colon a relégué l'Africaine au second plan. Chargée de l'éducation, celle-ci transmet des valeurs essentielles, comme le sens de l'honneur, de la dignité et de la morale. Prenant conscience du poids de la femme dans la structure familiale, le colon a tout fait pour l'isoler, car elle aurait pu devenir une forte résistance à sa présence sur le continent.

Que l'on se souvienne de la résistance que les femmes de Nder (nord du Sénégal) et d'ailleurs ont opposé à l'esclavage. Les Africaines ont joué un rôle important dans les mouvements de libération de leurs pays. Elles ont été un maillon essentiel de la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Après les indépendances, l'élargissement de l'instruction aux femmes a développé une plus



Cordula Kropke / agenda (3)

grande prise de conscience dans la politique, dans le combat pour les droits de l'homme et dans le mouvement syndicaliste. Au cours des années 80, ce sont les programmes meurtriers d'ajustement structurel de la Banque mondiale et du Fonds monétaire international qui ont permis aux femmes de retrouver leur rôle. Ces programmes se sont traduits par des licenciements, un blocage des salaires et de l'embauche ainsi qu'une réduction drastique des subventions à l'éducation et à la santé. De nombreux titulaires de maîtrises universitaires se sont retrouvés sans emploi. Des hommes portant cravate, chemise blanche, chaussures cirées et cartable, à l'image du colon, ont été obligés de rester à la maison. Les femmes africaines ont alors retroussé leurs manches pour secourir le continent, stimulées par leur rôle de mères, d'épouses, d'éducatrices et de gardiennes des valeurs.

L'Afrique doit sa survie à ses femmes. Du Sénégal à la Corne de l'Afrique, de Djerba au Cap, elles ont empêché l'agonie du continent après l'esclavage, la colonisation, le néocolonialisme et le pillage de ses ressources. Les célèbres «nanas Benz», «mamans Benz» et autres commerçantes font bouger l'économie dans la plupart des pays du Golfe de Guinée. Grâce à ces femmes qui pratiquent le négoce international, des usines continuent à tourner en Suisse, en Autriche, en Allemagne, en

Grande-Bretagne, en Chine, en Indonésie et ailleurs. Les grandes compagnies de transport maritime, de courtage et d'assurance leur doivent beaucoup. Ce sont elles qui paient les études de nombreux cadres et intellectuels africains, aussi bien sur place qu'au Canada, en France, aux États-Unis ou en Suisse. Dans l'anonymat, ces femmes ont rejeté la condamnation à mort de l'Afrique. Elles «assurent», contrairement aux clichés et autres stéréotypes.

Durant l'année 2005, que les Africains et la diaspora ont proclamée «Année de l'Afrique», cette dynamique des femmes africaines devrait être à l'honneur. Les femmes sont présentes à tous les niveaux. Elles font bouger le continent, avec le



sourire. Un jour qui n'est ni chômé, ni férié, une année internationale, une décennie ne sont que des miettes de considération. C'est toute la vie qu'il faut consacrer à la femme d'ici et d'ailleurs, car *no woman, no cry!* ■



Doris Poklekowski

Ken Bugul, de son vrai nom Mariétou Mbaye Biléoma, est une écrivaine sénégalaise née en 1947. En langue wolof, son pseudonyme signifie «Personne n'en veut». Elle a étudié au Sénégal et en Belgique. Depuis vingt ans, elle vit avec sa famille à Porto Novo, au Bénin. Son dernier roman *Rue Félix-Faure* est paru ce printemps aux éditions Hoebeke. Cinq autres ouvrages l'avaient précédé : *Le baobab fou* (Nouvelles Éditions africaines, 1982), *Cendres et braises* (L'Harmattan, 1994), *Riwan ou le chemin de sable* (Présence africaine, 1999), *La folie et la mort* (Présence africaine, 2000) et *De l'autre côté du regard* (Le Serpent à plumes, 2003). Ken Bugul a reçu en 1999 le Grand Prix Littéraire de l'Afrique Noire. À côté de son métier de romancière, elle anime des ateliers d'écriture pour des gens de milieux défavorisés, elle est active dans le commerce d'objets d'art et d'œuvres culturelles, et elle a travaillé durant dix ans pour une organisation internationale de développement.

Entre turbo-folk et po



CULTURE

Qu'ils se dédient à la musique électronique expérimentale, au turbo-folk excessivement commercial ou au «nouvel art slovène» avant-gardiste, les musiciens d'Europe du Sud-Est font preuve de dynamisme, créant des genres aussi variés que surprenants. Leur production va bien au-delà de la célèbre musique tzigane que nous associons le plus souvent à cette région. De Thomas Burkhalter*.

«Nous vivons à mi-chemin entre Londres et Istanbul», se plaisent à dire les musiciens des Balkans. Du fait que leur région se trouve au carrefour de deux cultures, ils se tournent soit vers l'Occident soit vers l'Orient, exprimant ainsi une certaine conception de la vie. Certains produisent de la techno en louchant du côté de Berlin, de Vienne ou de Londres;

d'autres copient des chansons pop de Turquie en les apprêtant à la mode locale du «turbo-folk». Les rockers et les DJ savent tout des multiples courants culturels qui animent l'Europe occidentale. Et les ravers dansent sur une musique pop orientale, à l'instar des amoureux de l'Orient à Londres ou à Zurich. Mais quand on vit entre deux cultures,

on n'appartient véritablement à aucune d'elles. C'est pourquoi la diversité musicale de l'ex-Yougoslavie parvient rarement à franchir les frontières des Balkans.

Des mafieux fans de pop

La pop commerciale d'ex-Yougoslavie domine tout le paysage musical. C'est la «superculture» des Balkans: clips vidéo et

spots publicitaires animés par des stars locales défilent 24 heures sur 24 sur les écrans de télévision. Pendant la guerre, sous le régime de Slobodan Milosevic, la pop s'appelait turbo-folk à Belgrade. Presque toutes les chanteuses vedettes du genre fréquentaient alors des chefs de la mafia. Svetlana «Ceca» Raznatovic, la reine d'entre toutes, avait épousé le tristement célèbre Arkan, criminel de guerre et dirigeant de la milice des «Tigres». Après l'assassinat du premier ministre serbe Zoran Djindjic, la chanteuse a passé quatre mois en prison, car on aurait vu le meurtrier présumé entrer dans sa villa. Le turbo-folk entend à présent se défaire de son image nationaliste. Il ressemble davantage à du son

pop artificielle



MTV qu'à un genre folklorique. Et le succès est au rendez-vous : à l'instar de Jelena Karleusa, qui vivait dans les années 90 avec un trafiquant notoire de drogue et de voitures, des stars du turbo-folk trouvent aujourd'hui des fans même en Bosnie et en Croatie. À l'inverse, la pop artificielle, la techno et le rock commercial venus de Croatie, de Bosnie et de Macédoine sont également très appréciés à Belgrade.

Dans les milieux de la musique, les Balkans sont surtout connus pour leur sous-culture dynamique et leurs niches musicales : le rock underground, le «nouveau art slovène» avant-gardiste, la riche scène électro et techno, ainsi que la musique électronique

contemporaine. La musique populaire alternative a connu son heure de gloire surtout dans la Yougoslavie des années 80. Pendant la guerre, son marché s'est toutefois rétréci comme peau de chagrin. Et les musiciens ont dû être soutenus par des organisations non gouvernementales internationales. Mais nombre de donateurs étrangers sont repartis une fois la paix signée. La station indépendante Radio B92 a opté pour un genre commercial afin de s'adapter à l'économie de marché : «Il n'y a pas si longtemps, nous luttons contre le régime. Aujourd'hui, nous nous battons pour obtenir l'argent des sponsors», explique Gordan Paunovic, l'un des fondateurs de B92.

«Le nationalisme n'intéresse personne»

Les musiciens de cette sous-culture qui sont restés dans les Balkans – beaucoup ont émigré durant la guerre – doivent désormais mettre en place de nouvelles structures de production pour regagner leurs anciens marchés. Ils peuvent compter sur l'aide de petits centres culturels, comme KSET à Zagreb ou Metelkova à Ljubljana. Par ailleurs, des radios alternatives destinées aux jeunes tentent de se faire entendre sur un marché dominé par les médias nationaux et étatiques. De leur côté, une multitude de petits labels et de réseaux musicaux travaillent d'arrache-pied pour faire revivre les sous-cultures de la région.

En Bosnie-Herzégovine, le label Gramofon est soutenu par le Programme culturel suisse pour l'Europe du Sud-Est et l'Ukraine (SCP), mené conjointement par la DDC et Pro Helvetia. Gramofon édite de la musique urbaine et du jazz, mais aussi de la musique contemporaine, et en particulier les productions Sonemus, un organisme indépendant de promotion de la musique nouvelle à Sarajevo. Sonemus a été fondé en 2001 par Boris Previsic. Ce flûtiste suisse soutient depuis des années la musique électronique contemporaine en Europe de l'Est et du Sud-Est, il tente de la structurer et de tisser des réseaux inter-régionaux. Les mêmes efforts sont entrepris par la station Cross



Tjaden / AFP
Martin Bichsel



Radio, la plate-forme Internet «Mama» ou le réseau médiatique Explicit Music, qui résulte d'une collaboration entre la Biennale de Zagreb et des musicologues de Belgrade.

Quant aux jeunes, ils écoutent du hip hop et entendent trouver leur propre voie sans tenir compte de la «vieux» génération underground. À Belgrade, des groupes de rap, tels Skabo, Ajs Nigrutin et Bicharke Na Travi, pratiquent une provocation plus ou moins directe. Ils parodient l'esthétique mafieuse et pornographique du turbo-folk. Contrairement aux groupes de rock qui chantent en anglais, ces groupes ont opté pour le serbe et se sont donnés pour slogan «fuck english».

«Nos attaques verbales visent les poules sponsorisées qui se vendent aux nouveaux riches», déclare Una, 21 ans, du duo de rappeuses Bicharke Na Travi. «Nous remettons en question la répartition patriarcale des rôles sociaux entre hommes et femmes, qui est toujours pratiquée à Belgrade.» Andreja Milkic, du label rap Bassivity Music, ajoute que les musiciens hip hop veulent s'imposer dans les pays voisins et plus

loin à l'étranger, et qu'ils sont dès lors prêts à certains compromis: «Nous misons sur des contacts dans la région et acceptons parfois des sponsors tels que McDonald.» MC Shorty, V.I.P. et Marcello, trois des étoiles montantes de la maison, corroborent les dires de leur manager: «Le nationalisme n'intéresse personne ici. Nous voulons faire partie du monde. Nous voulons pouvoir voyager sans visa, en toute liberté.»

Orchestres roms et beats balkaniques

À l'Ouest, les organisateurs de concerts préfèrent toujours inviter des orchestres roms. L'une des raisons est que les rockers d'Europe du Sud-Est – à l'exception du groupe culte Laibach – ne figurent pas dans l'offre des agences internationales. Or, un concert ne saurait être rentable si l'organisateur doit prendre en charge d'énormes frais de déplacement. Quant à la musique électronique, il lui manque les impulsions financières qui permettent à la promotion culturelle des pays riches de placer ses propres artistes dans les festivals importants.

De plus, l'Occident s'est fait une certaine image de l'Europe du Sud-Est. Avec leurs élégants mélanges de folk, agrémentés d'une pincée de punk, Goran Bregovic, Emir Kusturica ou encore Shantel et son Bucovina Club correspondent exactement à ce moule. Les émigrés yougoslaves qui se retrouvent entre eux dans les grandes discothèques, telles que Palma à Kirchberg ou Space 2000 à Winterthur, sont actuellement les seuls à danser et à faire la fête aux sons clinquants d'un turbo-folk très commercial. Tout ce qui fait la fascination des Balkans ne parvient donc guère jusque chez nous. La musique de cette région est pourtant variée et surprenante. De toute manière, les nuits sont plus longues et plus animées à Belgrade qu'à Genève, Berne ou Zurich. ■

(De l'allemand)

* Thomas Burkhalter est ethnomusicologue et journaliste culturel indépendant

Liens

Maisons de disque
www.earwingrecords.com
www.egoboobits.net
www.gramofon.ba

Stations de radio
www.crossradio.org
www.radiostudent.si
www.b92.net

Festivals
www.biennale-zagreb.hr
www.cityofwomen-a.si
www.dis-patch.com

Culture des Balkans en Suisse
www.estrada.ch
www.discopalma.ch
www.bucovina.de
www.gypsyfestival.ch

L'âge d'or de la pop africaine

(er) Il n'a pas fallu longtemps au premier des cinq volumes de «Golden Afrique», une série lancée par le label allemand Network, pour se propulser au sommet du hit parade de la world musique. Avec son livret riche en informations, ce double CD nous ramène à l'époque de la renaissance postcoloniale qui a animé la région mandingue, en Afrique de l'Ouest, de 1971 à 1983. Ses 24 morceaux rassemblent Salif Keïta, Youssou N'Dour, Miriam Makeba ainsi que d'autres pionniers et groupes légendaires (dont certains sont depuis longtemps oubliés) tels le Rail Band, l'Orchestre Baobab ou l'Étoile de Dakar. L'avant-garde de la pop africaine mêle de manière subtile les styles purement traditionnels avec la musique moderne occidentale. Le genre nouveau qu'elle a créé traduit la fierté et la joie face à la liberté retrouvée. Cette anthologie est un pur chef-d'œuvre : des percussions et des beats gais et entraînants ; des envolées légères de la kora et du balafon, des riffs de guitare vibrants et mélodieux, des cuivres pleins d'harmonie, des voix chaudes et des solos émouvants.

Divers artistes : «Golden Afrique Vol. 1» (Network/Musikvertrieb)

Traditions du Nordeste revisitées

(er) Telle une vague, le chant cristallin de Renata Rosa gonfle dans l'oreille, puis reflue doucement. Sur des rythmes complexes, la voix de la chanteuse brésilienne survole les tambours bombos, les triangles, la viola (guitare à cinq cordes doubles) ou le chœur des villageoises. Elle célèbre le monde mystique du maracatú rural, du côco et du cavalo-marinho, ces traditions culturelles du Nordeste brésilien qui englobent la musique, la danse, les pièces chantées et le

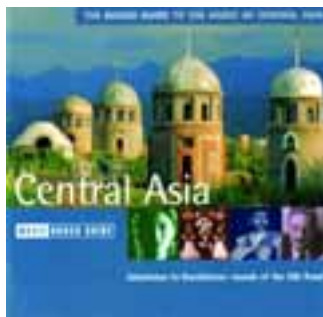


théâtre de rue. Lorsque Renata Rosa saisit son violon rabeca pour en tirer des sons presque archaïques, accompagnée par des exclamations joyeuses des femmes, elle nous entraîne vers un univers où seuls les pieds battaient le rythme et où la liberté était un privilège. Ce voyage dans le temps offre un panorama fantastique de la musique brésilienne avec ses racines africaines, européennes et indigènes. Le premier CD de cette chanteuse de 32 ans parcourt les nouveaux horizons musicaux de la quotidienneté urbaine.

Renata Rosa : «Zunida da Mata» (Outro Brasil/Disques Office)

Entre steppe et désert

(er) Tonalités pleines ou grinçantes des instruments à cordes, soupirs des violons, envolées sauvages du luth et du violon classique, sons légers et cristallins d'une flûte de bambou, résonances vibrantes d'une guimbarde : tout cela appartient à la musique du Kazakhstan, de l'Ouzbékistan, du Tadjikistan, du Turkménistan et du Kirghizistan. Dans l'empire des steppes et des déserts, là où les pistes des caravanes croisent la route de la soie, où les rythmes s'apaisent parfois



avant de repartir au galop, les voix rauques et chaudes des hommes et des femmes épousent intimement la musique. Les 19 pistes du CD intitulé *Central Asia* donnent un aperçu captivant de ce monde musical. Des morceaux simples et sobres y côtoient des pièces orchestrées avec opulence, du folklore, des mix modernes et du rap tadjik. Le disque a été enregistré par d'excellents musiciens dont la plupart sont hélas inconnus chez nous.

Divers artistes : «The Rough Guide To The Music of Central Asia» (World Music Network/Musikvertrieb)

Musique en fête à Chiasso

(glu) Le festival Festate se tient chaque année en juin à Chiasso. À l'occasion de son quinzième anniversaire, cette manifestation de trois jours accorde une place centrale à la musique d'Afrique occidentale. Durant la «nuit africaine», des personnalités telles que Boubacar Traoré du Mali ou Ba Cissoko, joueur de kora venu de Guinée, donneront un aperçu des musiques de leur pays. La Côte d'Ivoire sera représentée par les Africa Reggae Ambassadors, un projet qui réunit les plus grands joueurs de reggae du pays. Les deux autres soirées de Festate seront d'inspiration orientale. Le folk polonais et ses rythmes endiablés, la musique turque mâtinée de sons électroniques et la chanson pakistanaise contemporaine illustreront toute la richesse des musiques d'Europe de l'Est et d'Asie. Avec le soutien de la DDC, ce festival modeste mais intéressant permet de découvrir des cultures lointaines non seulement par la musique, mais aussi par l'ambiance festive qui transforme le centre de Chiasso en un souk multicolore.

Festival Festate, Chiasso, du jeudi 16 juin au samedi 18 juin. Le jeudi et le samedi, l'entrée est gratuite ; le vendredi (nuit africaine) : 10 francs.

Service

Programme et autres informations : www.festate.ch

Films

Nouveau film sur la DDC

(dls) Pour présenter les différentes facettes de son action, la DDC diffuse un nouveau film, intitulé *DDC – Un engagement pour l'avenir*. Sur ces images, on voit la DDC à l'œuvre, aux côtés de ses partenaires, dans plusieurs régions pauvres de la planète. Elle favorise l'accès à l'eau potable au Pérou, promeut la paix et la réconciliation au Rwanda, appuie la transition politique et économique en Bosnie-Herzégovine; enfin, elle soutient la reconstruction dans un pays frappé par une catastrophe naturelle. Ces quatre exemples font entrevoir que la Suisse n'agit pas seulement par solidarité, mais que son engagement est profitable à tous, en particulier aux générations à venir. Le film est destiné à un large public en Suisse et à l'étranger. Il peut être visionné dans son intégralité ou par chapitres. Six langues sont disponibles sur le même DVD : français, allemand, italien, anglais, espagnol et russe. La réalisation a été signée par la maison de production Yak Film. *Le DVD «DDC – Un engagement pour l'avenir» peut être commandé au moyen du bulletin ci-joint ou auprès du Centre de distribution DDC, case postale, 3000 Berne 23. Fax 031 324 13 48, e-mail info@deza.admin.ch. Prix de vente : 20 francs (frais de port inclus)*

Ce que possèdent

Vivaldo et Vera

(dg) Vivaldo, un ancien vigile, et son épouse Vera, blanchisseuse, habitent un quartier pauvre de Salvador de Bahia (nord-est du Brésil). Depuis qu'il a été licencié pour raisons d'âge, Vivaldo aide sa femme à repasser les montagnes de linge que lui confient des familles aisées. Trois générations vivent sous le même toit. Et s'ils parviennent plus ou moins à

s'en sortir, c'est uniquement parce que tous les enfants contribuent à l'entretien de la famille. Vivaldo aime sa vieille chaîne stéréo, tandis que Vera s'enthousiasme pour les telenovelas, ces feuilletons qu'elle regarde le soir à la télévision. Elle rêve de pouvoir un jour se rendre à Rio de Janeiro ou à Sao Paulo pour visiter les magnifiques régions qu'elle ne connaît que par la télévision.

Gerlinde Böhm : «Dis-moi ce que tu possèdes – Le Brésil», Allemagne/Brésil 2003. Film documentaire, français, 26 minutes, dès 12 ans. Distribution/prêt : Fondation Éducation et Développement, tél. 021 612 00 81, info@lausanne.globaleducation.ch. Prix : 40 francs pour les écoles et les enseignants, 60 francs pour les médiathèques (droits de distribution inclus). Informations supplémentaires : Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

Formation postgrade

L'EPFZ de Zurich propose ces prochains mois plusieurs cours de préparation au diplôme postgrade pour les pays en développement (NADEL) :
24.10 – 28.10 OE II : Développement institutionnel au sein des projets et des programmes de la coopération au développement
31.10 – 4.11 Introduction à la gestion financière de projets de développement
21.11 – 25.11 Évaluation de l'impact des projets et des programmes de développement
5.12 – 9.12 Suivi dans la gestion des projets et des programmes de la coopération au développement
16.1. – 20.1.2006 Planification II : Planification au niveau des projets, des programmes sectoriels et des programmes par pays
23.1. – 27.1.2006 Évaluer les résultats et les processus de projets et de programmes

Formation et perfectionnement

Langue de travail: allemand. Délai d'inscription : un mois avant le début du cours. Informations et inscriptions : secrétariat du NADEL, Centre EPFZVOB B 12, 8092 Zurich, tél. 044 632 42 40; www.nadel.ethz.ch

Vivre et mourir au Bénin

(bf) Les photographies africaines de la collection Alex von Gelder, actuellement exposées au Musée de la photographie de Winterthur, illustrent un chapitre particulier des rencontres culturelles entre l'Europe et l'Afrique. Tous les photographes réunis dans cette collection ont travaillé au Bénin dans les années 60, 70 ou 80. Parmi eux figurent Edouard Méhomé, Moïse Agbodjelou, Léon Ayékoni. Ces trois photographes itinérants ont immortalisé des habitants devant leur maison, des premières communions, des mariages, des rites funéraires. Dans les villes, ils ont également travaillé en studio. Les modèles posent devant des fonds peints par eux-mêmes, devant des avions ou des meubles d'appartement. Ces portraits si intenses de personnes entourées de leurs rêves jettent une lumière particulière sur différents peuples et tribus du Bénin postcolonial. L'exposition bénéficie du soutien de la DDC.

«Portraits vom Leben und Tod in Benin», du 4 juin au 21 août, Musée de la photographie, Winterthur



Edouard Méhomé



Bourama Akedji

Expositions

Livres et brochures

L'agrobusiness sous la loupe

(bf) Une réflexion intelligente, des analyses critiques, l'absence de dogmatisme, le contraire de la superficialité : c'est avec ce concept que la revue semestrielle *Widerspruch* séduit depuis vingt ans un public germanophone exigeant. Son dernier numéro, qui porte sur l'industrie agro-alimentaire, la faim et le droit à l'alimentation, fait une fois de plus le tour du monde avec des articles écrits par des auteurs réputés : Renate Schüssler évoque la discrimination des femmes en Amérique latine et la féminisation de la pauvreté engendrée par la réforme agraire; Quin Hui parle de la paysannerie chinoise et de son passage à la modernité; Christa Wicherich réexamine la notion de subsistance, tandis que Samir Amin présente le mouvement mondial des paysans Via Campesina et sa lutte pour la souveraineté alimentaire des pays en développement.

«Widerspruch 47: Agrobusiness – Hunger und Recht auf Nahrung», disponible en librairie ou à l'adresse suivante : *Widerspruch*, Case postale, Zurich. Tél./fax 044 273 03 02, www.widerspruch.ch

Voyage dans le monde des ONG

(jls) Les organisations non gouvernementales (ONG) occupent une place importante dans la coopération au développement et l'aide humanitaire de la Suisse. Leur rôle va bien au-delà des activités opérationnelles sur le terrain. Les ONG sont présentes

dans les sommets alternatifs et les grandes conférences internationales, elles sensibilisent le public aux questions Nord-Sud, elles dénoncent le manque de cohérence de la politique suisse envers les pays en développement. Dans un ouvrage de 150 pages, l'Institut universitaire d'études du développement (iuéd) présente et analyse le monde des ONG. Ce dossier, paru fin 2004, forme la seconde partie de l'Annuaire suisse de politique de développement. Il examine notamment le financement des ONG, leur légitimité, la répartition géographique de leur aide, la politique de la DDC à leur égard, les labels de qualité, les ONG internationales actives à Genève et les fédérations cantonales de coopération.

«*Les ONG de développement : rôles et perspectives*». *Annuaire suisse de politique de développement, vol. 23, n° 2. Disponible en librairie ou auprès de l'iuéd : publications@iued.unige.ch, tél. 022 906 59 50, fax 022 906 59 53*

Sans ménagements

(bf) La Sénégalaise Fatou Diome vit depuis onze ans à Strasbourg. À 38 ans, elle a déjà un passé bien rempli et mouvementé. Née hors mariage, elle a très vite été rejetée par ses parents. Plus tard, elle s'introduisait secrètement dans l'école pour suivre les cours. Jeune femme, elle a épousé un Français qu'elle avait connu à Dakar et qui l'a emmenée à Strasbourg. Mais ses beaux-

parents ne voulaient pas d'une Noire dans la famille, ce qui a rapidement conduit le couple au divorce. Ensuite, pour payer ses études, Fatou Diome a travaillé comme femme de ménage. Tout a changé avec la parution en France de son livre *Le Ventre de l'Atlantique*, qui s'est vendu à environ 200 000 exemplaires. La jeune Sénégalaise y raconte l'histoire de Salies, qui est en fait la sienne. Dans un langage bien à elle, à la fois effronté, tendre et ironique, elle retrace sa vie écar-



telée entre l'Afrique et l'Europe, démontant sans ménagements les apparences sociales. L'auteure adresse à sa patrie une déclaration d'amour franche, critique et courageuse. Aujourd'hui, le livre a été traduit en sept langues. À côté de son travail d'écrivaine, Fatou Diome enseigne à l'Université de Strasbourg.

Fatou Diome : «Le Ventre de l'Atlantique», Éditions Anne Carrière, Paris, 2003

Les droits de l'homme en images

(bf) Les auteurs du livre illustré *Das Bild der Menschenrechte* (l'image des droits de l'homme) ont relevé un immense défi.

Dans cet ouvrage de 700 pages, Walter Kälin, professeur de droit public à l'Université de Berne, la juriste Judith Wyttenbach et l'éditeur Lars Müller ont voulu «dépeindre par le verbe et l'image les différentes dimensions des droits de l'homme». Une conclusion s'impose : le pari a été largement tenu. Les textes d'auteurs aussi célèbres que Susan Sonntag, Ryszard Kapuscinski, Wole Soyinka ou Alexander Kluge expliquent de manière pertinente et variée les grands principes des droits de l'homme. Les quelque 700 photos – dont certaines prises par des photographes renommés de l'agence Magnum, tels Martin Pfarr et Susan Meiselas – présentent sans fard la réalité actuelle des droits de l'homme, allant parfois jusqu'aux limites du supportable. Cet ouvrage constitue une encyclopédie unique de conception peu conventionnelle, qui offre un regard direct et fascinant sur les droits de l'homme.

Walter Kälin, Judith Wyttenbach et Lars Müller : «Das Bild der Menschenrechte», Lars Müller Publishers, Baden, 2004

Une éthique de dignité pour l'Afrique

(jls) Après plusieurs décennies d'indépendance, une fausse élite perpétue en Afrique le discours méprisant et les structures de domination qui caractérisaient la période coloniale. Ces dirigeants ont dévoyé les concepts de développement et de démocratie. Subjuguée, la population s'est



Kuenzlig / laif

laissée convaincre que sa survie dépendait de la charité des pays riches. Il est temps que les Africains se réconcilient avec leurs propres valeurs et qu'ils redéfinissent des institutions mieux adaptées à ces valeurs, écrit Edgard Gnansounou, fondateur et président de l'association Imaginer et Construire l'Afrique de Demain (ICAD), à Lausanne. Dans un ouvrage intitulé *L'Afrique face à la mondialisation*, cet ingénieur béninois propose une éthique de dignité qui devrait contribuer à l'épanouissement humain au sein de sociétés encore très inégalitaires. Il invite les Africains à inventer de nouvelles modalités démocratiques, à construire une société plus digne fondée sur la non-dominance et la non-violence. *Edgard Gnansounou : «L'Afrique face à la mondialisation», Éd. Le Publieur, Paris, 2005. www.lepublieur.com*

Impressum

«Un seul monde» paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Editeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Harry Sivec (responsable)
Catherine Vufray (coordination globale) (vuc)
Barbara Affolter (abb)
Joachim Ahrens (ahj)
Thomas Jenatsch (jtm)

Jean-Philippe Jutzi (juj)
Antonella Simonetti (sia)
Beat Felber (bf)

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)
Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho : Mermod SA, Lausanne

Impression : Vogt-Schild / Habegger AG, Soleure

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DDC, Médias et communication, 3003 Berne, Tél. 031 322 44 12 Fax 031 324 13 48 E-mail : info@deza.admin.ch www.ddc.admin.ch

109846

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 54 000

Couverture : Azerbaïdjan
Caroline Penn / Panos / Strates

ISSN 1661-1675

Dans le prochain numéro :

Microfinance : il est prouvé qu'une amélioration de l'accès aux services financiers contribue à la lutte contre la pauvreté, à condition que les petites entreprises et les ménages pauvres soient intégrés de façon durable dans le secteur financier.



REVA / hif